



CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL NORD DE  
FRANCE

Société coopérative à capital et personnel variables.  
Siège social : 10, avenue Foch, B.P. 369, 59020 Lille Cedex.  
440 676 559 R.C.S. Lille.

# Rapport financier semestriel Au 30 juin 2008

[www.ca-norddefrance.fr](http://www.ca-norddefrance.fr)

# SOMMAIRE

<u>PARTIE I</u> : RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE	PAGE 3
<u>PARTIE II</u> : COMPTES CONSOLIDES CONDENSES	PAGE 27
<u>PARTIE III</u> : DECLARATION DES PERSONNES RESPONSABLES	PAGE 59
<u>PARTIE IV</u> : RAPPORT DES CONTROLEURS LEGAUX SUR L'EXAMEN LIMITE DES COMPTES	PAGE 60

# Partie I : Rapport semestriel d'activité

## I / Environnement économique et activité

Dans ce contexte difficile, l'activité de banque de détail, relayée par les fruits d'une diversification affirmée, permet à la Caisse régionale de poursuivre son développement sur son territoire et ses marchés.

Avec un total de 18,5 Mds d'euros, les encours de collecte de la caisse régionale auprès de la clientèle progressent de 2,1 %, malgré l'impact de la baisse des marchés boursiers, le ralentissement de l'assurance-vie et la poursuite de la décollecte sur l'épargne logement.

Le volume total des encours de crédits de la caisse régionale (15,7 Mds d'euros) progresse de 11,7 %, tiré notamment par la hausse des crédits d'équipement (+ 17,9 %), traduction de la confiance des acteurs économiques dans la solidité des fondamentaux de l'économie.

Dans un contexte de remontée progressive des taux, les encours de crédits à l'habitat progressent encore de 10,9 %, marquant ainsi clairement la volonté de la Caisse régionale d'écarter toute restriction dans sa politique de distribution du crédit aux ménages emprunteurs et de tirer profit de sa diversification dans la filière immobilière.

La poursuite du plan de conquête de nouveaux clients (+ 23 000 au premier semestre) et de l'équipement des clients en assurances (+ 19 500 contrats) et en services permet d'afficher une amélioration de 7,7 % des commissions perçues.

Toutefois, la Caisse régionale de Crédit Agricole Nord de France n'échappe pas aux effets de la crise financière; la baisse des marchés boursiers, entamée au second semestre 2007 et amplifiée depuis le début de l'année 2008, et l'accroissement du coût de la liquidité sur les marchés interbancaires font sentir leurs effets sur le résultat social de la caisse régionale du premier semestre de l'année 2008.

## II / Evènements récents

Début juillet 2008, le Crédit Agricole Nord de France a participé à l'augmentation de capital de la SAS La Boétie à hauteur de 136,4 M€ par consolidation des avances en comptes courant réalisées en juin 2008. Ces avances ont permis à la SAS La Boétie de participer à l'augmentation de capital de Crédit Agricole SA dont elle est l'actionnaire majoritaire.

Fin juillet 2008, les structures d'investissement gérées et conseillées par Vauban Partenaires et Participex Gestion ont signé un protocole d'accord de rachat des enseignes du Furet du Nord. Parmi ces structures, on retrouve Vauban Finance et Participex, filiales du Crédit Agricole Nord de France. Cette opération, dont le dénouement est prévu fin septembre, constitue un investissement de 25 M€, dont une partie sera réalisé par un financement de la Caisse régionale.

## III / Présentation des Etats Financiers

### III - 1 / Changements de principes et méthodes comptables

#### **Application du référentiel IAS/IFRS**

Les comptes consolidés semestriels résumés du groupe Caisse régionale de Crédit Agricole Nord de France ont été établis conformément aux normes IAS/IFRS telles que décrites dans la note 1 de l'annexe aux états financiers.

#### **Changements de méthode comptable**

Aucun changement de méthode comptable n'est intervenu au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2008.

### III - 2 / Evolution du périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation n'a pas évolué depuis le 31 décembre 2007. Comparativement au 30 juin 2007, le périmètre de consolidation a été élargi à :

- la SCI Quartz Europe, qui porte un immeuble de bureau situé dans Euralille, le quartier d'affaires de la métropole Lilloise
- la SA Arcadim, structure détenue à 65% qui porte le 1<sup>er</sup> réseau d'agences immobilières de la région Nord-Pas-de-Calais avec 58 agences
- la SA SEDAF, société foncière. Les actifs de la SA SEDAF dans la promotion immobilière ont été apportées à Palm Promotion, dont la Caisse régionale est actionnaire à hauteur de 30%.

## IV / Résultats sociaux et consolidés

### IV - 1 / Résultats sociaux (Caisse Régionale seule)

En millions d'euros	Résultat social	
	Fin juin 2008	Evolution sur un an
Produit Net Bancaire	300,3	- 7,4 %
Résultat Brut d'Exploitation	152,1	- 17,2 %
<b>Résultat Net</b>	<b>123,1</b>	<b>-3,3 %</b>
Coefficient d'Exploitation	49,3 %	+5,9 p

La progression des volumes de ressources et de crédits ne compense que partiellement la contraction des marges et l'accroissement du coût de la liquidité, impactant à la baisse le Produit Net Bancaire d'activité (-6%), tandis que le compartiment gestion des fonds propres, en retrait contenu à -10,9%, résiste à la forte baisse des marchés boursiers.

Les charges de fonctionnement, en progression de 5,4 %, enregistrent la poursuite du programme de modernisation du réseau d'agences dans le cadre du concept Proxima (167 agences transformées au 30 juin 2008), et l'accroissement des investissements pour accompagner le développement du multi canal.

Le maintien d'une vigilance attentive et exigeante sur la qualité des risques, soutenue par l'évolution favorable de quelques dossiers significatifs, permet à la Caisse d'afficher un taux de créances douteuses et litigieuses de 1,77 % sur le total des encours de crédits.

## IV - 2 / Résultats consolidés

<i>en M€</i>	Réel	Réel	Evolution en %
	30/06/2007	30/06/2008	2008 / 2007
P.N.B.	310,0	452,6	46,0%
Charges de fonctionnement	174,0	193,5	11,2%
<b>R.B.E.</b>	<b>135,9</b>	<b>259,1</b>	<b>90,7%</b>
Coût du risque	7,2	2,4	-66,6%
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>128,7</b>	<b>256,7</b>	<b>99,4%</b>
Mise en équivalence	2,3	1,1	NS
Résultat net sur actif immobilisé	0,2	1,4	NS
Ecart d'acquisition	0,0	0,0	NS
Résultat net exceptionnel	0,0	0,0	NS
<b>Résultat courant avant impôt</b>	<b>131,3</b>	<b>259,2</b>	<b>97,5%</b>
Impôt sur les bénéfices	30,1	77,1	156,3%
<b>RESULTAT NET</b>	<b>101,2</b>	<b>182,2</b>	<b>80,1%</b>
Intérêts minoritaires	1,6	2,8	80,9%
<b>RESULTAT NET PART DU GROUPE</b>	<b>99,6</b>	<b>179,4</b>	<b>80,0%</b>
Coefficient d'exploitation	56,2%	42,7%	-13,4%

Le contexte de l'évolution des marchés financiers et l'impact des règles IAS et de leur application dans le domaine du refinancement et de sa couverture ont conduit la Caisse régionale à restructurer et réorganiser le portefeuille de hors bilan. L'ensemble des ajustements de juste valeur des portefeuilles concernés explique une croissance du PNB consolidé de 46%. Au final le résultat net consolidé part du groupe progresse de près de 80M€ provenant pour moitié de la restructuration du portefeuille de BMTN à nouveau éligible à la comptabilisation au coût historique. L'autre moitié s'explique par la réduction de la prise de risque hors bilan de la banque qui a dégagé des profits importants au cours du 1er semestre 2008.

L'évolution des charges de fonctionnement s'explique par la poursuite du programme de modernisation du réseau d'agences dans le cadre du concept Proxima (167 agences transformées au 30 juin 2008), et l'accroissement des investissements pour accompagner le développement du multi canal. L'intégration dans le périmètre de consolidation des nouvelles structures immobilières non présentes en juin 2007 contribue également à la progression des charges.

<i>en M€</i>	juin 2007	juin 2008	Evolution	
			en M€	en %
<b>Pôle Bancassurance France</b>	<b>88,4</b>	<b>172,4</b>	<b>84,0</b>	<b>94,9%</b>
<b>Pôle Bancassurance Belgique</b>	<b>8,4</b>	<b>5,8</b>	<b>-2,6</b>	<b>-30,8%</b>
<b>Pôle Capital Investissement</b>	<b>-0,2</b>	<b>-0,2</b>	<b>0,0</b>	<b>-13,0%</b>
<b>Pôle Immobilier</b>	<b>3,0</b>	<b>1,4</b>	<b>-1,7</b>	<b>-55,1%</b>
<b>Résultat consolidé Nord de France</b>	<b>99,6</b>	<b>179,4</b>	<b>79,7</b>	<b>80,0%</b>

Le pôle **Bancassurance France** progresse fortement suite à la restructuration et la réorganisation du portefeuille de hors bilan de la Caisse Régionale.

Le résultat du pôle **Bancassurance Belgique** est pénalisé par son activité de gestion de portefeuille. Depuis septembre 2007, le Crédit Agricole Belge propose, d'une part, ses propres assurances sur le marché, et commercialise, d'autre part, sous son label, des produits financiers d'assurances, notamment en assurances emprunteurs. A cet effet, un accord de distribution a été conclu avec AXA Belgium. Le Crédit Agricole Belge est ainsi devenu bancassureur avec la création de la société Crédit Agricole Assurances.

Le **Pôle de Capital Investissement** est équilibré. Vauban Finance et Participex, les deux sociétés qui composent ce pôle constituent des fonds d'investissement (FCPR, FIP) au profit de la Caisse Régionale et de ses clients. La création du FCPR Participex 1 pour 35 M€ en mars 2008 renforce la position de cette filiale de Crédit Agricole Nord de France sur le marché des Entreprises.

Le **Pôle immobilier** est pénalisé par un effet de base favorable au premier semestre 2007 lié au boni de première consolidation de la SAS Créer. La SAS JPF, devenue la SAS NDFI (Nord de France Immobilier), a distribué son premier dividende au titre de l'année 2007 (0,9M€).

## V / Structure financière

### V - 1 / Les Fonds propres

<i>en M€</i>		31/12/2007	30/06/2008	Evolution 2008/2007
<b>Capitaux Propres Part du Groupe</b>		<b>2 722,2</b>	<b>2 505,9</b>	<b>-216,2</b>
Capital Souscrit	(1)	139,3	150,4	11,1
Primes liées au capital	(2)	410,5	417,3	6,9
Réserves	(3)	1 529,2	1 706,8	177,5
Résultat	(4)	213,8	179,4	-34,4
Ecart de réévaluation	(5)	429,4	52,1	-377,3

(1) et (2) : cette évolution résulte de l'option de réinvestissement du dividende du CCI en nouveaux titres.

(3) : part du résultat 2007 mis en réserve

(4) : résultat de l'exercice en cours

(5) : l'écart de réévaluation résulte principalement de la baisse de valorisation des titres de la SAS La Boétie qui regroupe la participation des Caisses régionales dans Crédit Agricole SA.

### V - 2 / Le Certificat Coopératif d'investissement de la Caisse Régionale

L'Assemblée Générale a autorisé le distribution, au titre de l'exercice 2007, d'un dividende de 1,15 euros par titre avec la possibilité d'opter pour le paiement en certificats à émettre. Témoinnant de leur confiance en la solidité de la Caisse régionale, près de 50 % des porteurs ont opté pour le réinvestissement du dividende, autorisant la création de 461 688 nouveaux CCI.

La Caisse régionale a activé, à compter du 22 juillet 2008, son programme de rachat d'actions autorisé par l'assemblée générale mixte du 28 avril 2008. Au 22 août 2008, 7 580 titres ont ainsi été achetés pour un montant net de 111 813,87 euros.

## V - 3 / Les parties liées

Sont décrites ci-après les transactions conclues avec les parties liées au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2008 :

- la CRCAM Nord de France a renforcé sa participation dans le capital de la société Participex pour un montant de 136 milliers d'euros portant sa détention à 87,96 %
- la CRCAM Nord de France a participé à l'augmentation de capital de la SAS Nord de France Immobilier à hauteur de 29,97 millions d'euros par apport de 10,82 millions d'euros en numéraire et 19,15 millions par incorporation de son compte courant
- la CRCAM Nord de France a accordé une nouvelle avance en compte courant à la SCI Quartz pour 300 milliers d'euros, les intérêts de l'année 2007 d'un montant de 794 milliers d'euros ont été capitalisés. Le solde du compte courant au 30/06/2008 est ainsi de 20,68 millions d'euros
- les intérêts 2007 de l'avance en compte courant accordée à la SCI Crystal, d'un montant de 1,08 millions d'euros, ont été capitalisés. Le solde du compte courant au 30/06/2008 est ainsi de 27,3 millions d'euros
- la société VAUBAN FINANCE a versé un dividende de 343 milliers d'euros à la Caisse régionale de Crédit Agricole Nord de France

## VI / Résultats par secteur d'activité

### VI - 1 / Définition des secteurs d'activité

Aucune modification dans la segmentation adoptée pour l'analyse sectorielle n'est intervenue au cours de l'exercice 2008.

### VI - 2 / Analyse des résultats par secteur d'activité

Les transactions entre les pôles d'activité sont conclues à des conditions de marché (cf note 4 de l'annexe).

## VII / La gestion des risques encourus par le Groupe

La Caisse régionale Nord de France met en œuvre des dispositifs de mesure, de surveillance et de maîtrise de ses risques (risques de contrepartie, de marché, de taux d'intérêt global, de liquidité, opérationnels) adaptés à ses activités, ses moyens et à son organisation. Ces dispositifs ont été renforcés dans le cadre de la démarche du Groupe Crédit Agricole de préparation de l'entrée en vigueur du nouveau ratio international de solvabilité « Bâle II » et font l'objet de contrôles réguliers.

La Caisse régionale a défini pour chaque facteur de risque, les limites et procédures lui permettant d'encadrer, de mesurer et de maîtriser les risques. Les critères d'intervention et les limites font l'objet **d'une validation par l'organe exécutif et d'une présentation annuelle à l'organe délibérant.**

La surveillance **des risques crédits, financiers et opérationnels au sein du groupe Crédit Agricole Nord de France est assurée par la Direction des risques et des contrôles permanents**, rattachée au Directeur général. Cette dernière s'assure notamment de la bonne adaptation et du respect des procédures de gestion de ces risques ainsi que du pilotage des projets dans ce domaine.

En outre, au sein de la Direction Financière, l'unité middle office est en charge de la surveillance des risques de marché, de liquidité et de couverture.

### VII - 1 / Risque de crédit

Le **risque de crédit** désigne la possibilité de subir une perte si un emprunteur, un garant ou une contrepartie ne respecte pas son obligation de rembourser un prêt ou de s'acquitter de toute obligation financière.

**Concernant les crédits**, la Caisse régionale de Crédit Agricole Nord de France a défini des limites d'engagement associées à une politique de sélection, de division et de partage des risques, à des systèmes de notation et à des normes de mesure de risque. Les éventuels dépassements de limites font l'objet d'une présentation semestrielle au Conseil d'administration.

#### VII - 1 - 1 / Définition et organisation en place

**L'activité crédit se répartit entre deux grandes filières :**

- La banque de détail (marchés des Particuliers, des Agriculteurs, des Professionnels, des Associations),
- La banque corporate (marchés des Entreprises, des Collectivités et de la Promotion Immobilière)

La **politique crédits** rédigée et présentée au Conseil d'administration définit les conditions selon lesquelles le financement des besoins de la clientèle peut être réalisé. La Caisse régionale n'exclut par principe aucun secteur d'activité de son champ d'intervention. Pour autant, certains d'entre eux nécessitent une vigilance particulière, notamment en raison de risques significatifs de défaillance ou d'une sensibilité particulière aux risques de blanchiment d'argent.

### **Marché des Particuliers**

Le financement des besoins privés et de l'habitat est essentiellement conditionné par le respect d'un ratio d'endettement acceptable ainsi que par la justification de la situation bancaire, notamment pour les prospects. Sont exclus les clients présentant des incidents caractérisés de paiement sur leurs comptes.

### **Marché des Professionnels et de l'Agriculture**

La politique de crédit sur le marché des Professionnels vise à favoriser un développement qualitatif et ciblé, abordant les segments de manière différenciée avec un objectif de maîtrise des risques.

Sur le marché de l'agriculture, la Caisse régionale souhaite poursuivre l'accompagnement actif de l'ensemble des secteurs, tout en veillant à proposer les modalités de financement les plus appropriées à la situation des exploitations.

Pour ces deux marchés, l'approche du risque de contrepartie se fait selon cinq axes : critère personnel, critère financier, critère économique, critère patrimonial, et critère juridique. Par ailleurs, les délégations à l'octroi de crédits intègrent la note Bâle II.

### **Marché des Entreprises**

La politique Risques de la Direction des Entreprises définit les règles relatives à l'octroi, à la mise en place et au suivi des concours accordés sur les marchés des PME/PMI, des Grandes Entreprises, des Coopératives, des Collectivités locales, de la Promotion Immobilière.

Concernant la sélection des risques, les principaux critères pris en compte sont les suivants :

- sur le marché des PME/PMI, Grandes Entreprises et Coopératives, la notation interne et externe de la contrepartie.
- sur le marché des Collectivités locales, la notation interne intégrant les indicateurs tels que la pression fiscale, l'endettement ou l'équilibre des comptes administratifs.
- sur le marché de la Promotion Immobilière : la qualité du programme, l'autofinancement ou le taux de pré-commercialisation.

### **Comités des Risques**

Deux **Comités Techniques mensuels des Risques** fonctionnent au sein de la Caisse Régionale Nord de France :

- l'un traite des marchés de proximité en associant les Directions « Immobilier et Particuliers » et « Agriculture et Professionnels » avec les chefs de service concernés et la Direction Risques et Contrôles Permanents,
- l'autre est spécialisé sur le marché des Entreprises et réunit la Direction des Entreprises et International avec les Responsables des Centres d'Affaires, la Direction Risques et Contrôles Permanents et le service Juridique en charge des « Affaires Spéciales ».

Ces instances sont des lieux d'échanges et d'informations sur le risque des marchés de proximité et du marché des Entreprises. Elles permettent un examen des dossiers risqués encore suivis par le réseau, ainsi qu'un retour vers les services instructeurs des dysfonctionnements à l'origine de la défaillance ou des difficultés de recouvrement.

Au-delà, le **Comité des Risques**, instance officielle, se réunit mensuellement. Il est composé de la Direction Générale, des Directeurs « Immobilier et Particuliers » et « Agriculture et Professionnels », du Directeur des Entreprises et de l'International, du Directeur des Risques et Contrôles Permanents et des responsables des services Suivi des Risques, Contentieux et Juridique.

Il a vocation à suivre l'évolution globale du risque sur l'ensemble des marchés et à s'assurer de l'adéquation du niveau de couverture par les provisions. En fonction des informations qui lui sont apportées :

- il peut décider d'une éventuelle correction de la politique de Crédits (limites, règles de division et de partage des risques, sélection de la clientèle, critères d'exclusion, fixation des marges...),
- il peut adapter les procédures de la Caisse Régionale relatives à la gestion des dossiers en difficulté, ainsi que les règles générales de provisionnement,
- il arrête une position précise sur le traitement des principaux dossiers risqués (désengagement, restructuration, renforcement des garanties, partage des risques....) et fixe le niveau des provisions à constituer,
- il prend toutes les décisions qui lui paraissent nécessaires pour améliorer le fonctionnement de la filière risques.

## VII - 1 - 2 / Méthode d'évaluation du risque de contrepartie : système de notation interne et mise en œuvre de la réforme Bâle 2

### ✓ **Sur la Banque de Détail :**

L'outil national de cotation LUC (Logiciel Unifié de Cotation), en place au sein de la Caisse régionale dans le cadre du projet Bâle II, reste piloté par Crédit Agricole SA.

La note Bâle II et son historique sont présents sur le poste de travail de l'ensemble des collaborateurs.

Le dispositif de validation des notes est défini par CASa dans le cadre d'un processus de fonctionnement récurrent (backtesting).

Sur les marchés de l'Agriculture et des Professionnels, l'usage de la note Bâle II dans les délégations d'octroi est opérationnel depuis 2006. Sur l'ensemble de la Banque De Détail, les indicateurs Bâle II sont utilisés, depuis mars 2008, dans le processus de traitement des paiements quotidiens.

### ✓ **Sur la Banque Corporate :**

- le logiciel ANADEFI utilisé pour les Entreprises et la Promotion Immobilière (MAIRICAM pour les Collectivités publiques) permet d'associer la probabilité de défaut attachée au grade obtenu. Quinze grades de notation (de A+ à E-) dont deux positions de défaut (F et Z) ont été déterminés,
- le logiciel OCE (Outil de Cotation Entreprises) permet d'associer la probabilité de défaut issue d'ANADEFI aux données clients, afin de calculer la perte attendue en cas de défaut. Il permet également de fixer le niveau de Fonds Propres Réglementaires nécessaires à la couverture des risques de crédit,
- le logiciel FRANE (Fonctions Réglementaires d'Accompagnement à la Notation des Entreprises) est un outil interne au groupe Crédit Agricole permettant la centralisation des informations relatives aux entreprises. Il vient compléter le dispositif Bâle II.

Le Comité Technique mensuel des Risques Entreprises constitue le lieu de reporting du dispositif de pilotage de l'ensemble des sujets et pratiques Bâle II « Corporate » : suivi opérationnel de la notation, contrôles, alertes et validations du défaut, revue de portefeuille sur critères Bâle II (revue annuelle des risques sensibles, revue trimestrielle des notes dégradées), arbitrage des propositions d'évolution et d'usage.

## VII - 1 - 3 / Procédures en place pour assurer le suivi et la mesure des différents types de risques

Au-delà de la déclaration des Grands Risques et du **ratio de solvabilité européen**, qui s'élève à 12,20% au 30/06/2008, la Caisse régionale s'est fixées ses propres limites de risques, qui se déclinent en plusieurs catégories :

- Une **limite globale** qui fixe le cadre dans lequel l'encours global de crédit de la Caisse régionale doit s'inscrire : ratio « Toutes ressources CAM / Toutes créances » supérieur ou égal à 65%.
- Une **limite de risque maximum** par contrepartie sur les marchés de proximité.
- Des **limites de risque maximum** sur les contreparties corporate déterminées en fonction du segment de clientèle (entreprises et coopératives, collectivités locales et promotion immobilière) et du chiffre d'affaires réalisé. Des règles de partage des risques avec les autres établissements financiers sont également appliquées.

En outre, l'évolution des principaux indicateurs de risques fait l'objet d'un suivi particulier (entrées au contentieux, créances douteuses, retards de plus de 30 jours, cotations dégradées, créances restructurées, comptes débiteurs).

Enfin, des analyses spécifiques sont réalisées périodiquement sur certains segments d'engagements (crédits syndiqués, LBO, promotion immobilière, filières à risque).

### ***Processus de gestion des risques***

#### Sur la Banque De Détail :

Au delà des éléments de risques individuels de chaque client (dont la cotation Bâle 2) disponibles sur le poste de travail, le réseau de proximité dispose mensuellement d'états de détection des risques potentiels.

Le service Suivi des Risques, rattaché à la Direction des Risques et Contrôles Permanents, intervient auprès du réseau sur les débits hors délégation, dès le 8ème jour d'irrégularité (débit non autorisé ou dépassement d'ouverture de crédit) en priorisant ses interventions d'abord sur les notes dégradées. De plus, au-delà des applicatifs de traitement des paiements et de suivi des comptes débiteurs, des fichiers mensuels sont mis à disposition du Réseau pour le traitement des risques : dossiers à plus de 30 jours d'irrégularité (débits, retards prêts), découverts autorisés sans mouvement créditeur depuis 3 mois, différés cartes non couverts par le solde du compte. Enfin, il réalise, dans chacun des 27 Secteurs Commerciaux, une revue semestrielle de tous les dossiers en irrégularité de plus de 30 jours.

Les principaux dossiers entrés en CDL sont présentés en Comité Technique des Risques qui statue sur le niveau de provisionnement à appliquer et l'orientation à donner pour le traitement des dossiers.

#### Sur la Banque Corporate :

Plusieurs états sont mis à disposition des chargés d'affaires pour leur permettre de traiter mensuellement les situations les plus sensibles (nouveaux CDL, débits et retards prêts de plus de 30 jours, dégradations de cotation Banque De France...).

Les dossiers sont systématiquement passés en revue en cas de demande de nouveaux financements ou de renouvellement de lignes accordées. De même, les dossiers sont étudiés lors de la réception des nouveaux documents comptables.

De plus, le Comité Technique des Risques examine mensuellement les dossiers en irrégularité de plus de 60 jours (débit irrégulier ou retard de prêt), les dossiers dont la notation s'est fortement dégradée ainsi que les dossiers suivis en Affaires spéciales (encours significatifs en procédure amiable, déclassés en créances douteuses).

Par ailleurs, des revues de portefeuille sont réalisées une fois par an sur l'ensemble des dossiers Entreprises ayant une cotation ANADEFI et Banque de France dégradée, et ce, indépendamment de l'évolution de la cotation.

### ***Garanties reçues et autres facteurs d'amélioration du risque de crédit***

#### Intervention de FONCARIS

FONCARIS est une société de caution mutuelle, filiale de Crédit Agricole S.A., dont l'objet est de couvrir, à hauteur de 50%, les risques les plus importants pris par les Caisses régionales sur les entreprises (hors promotion immobilière, fonds propres et opérations de trésorerie). Selon l'option choisie par la Caisse régionale Nord de France, les engagements dépassant 5% de ses Fonds propres sont éligibles à cette garantie.

#### Intervention d'autres organismes

Pour les Particuliers, le risque peut être partagé avec la CAMCA ou avec le Crédit Logement.

Pour les Entreprises, la Caisse régionale recherche le partage de ses risques auprès des autres Caisses régionales, mais également auprès d'organismes tels que OSEO/SOFARIS, le FEI (Fonds européen d'investissement), le FRG (fonds régional de garantie), CA LEASING, EUROFACTOR...

## VII - 1 - 4 / Evolution de l'exposition au risque de crédit

### ***Evaluation des dépréciations et couverture du risque***

La Caisse régionale Nord de France applique, depuis le 1er janvier 2003, le règlement 2002-03 du 12 décembre 2002 du Comité de la Réglementation Comptable sur le risque de crédit. Ce dernier a notamment pour conséquence la création de nouvelles catégories de créances en comptabilité.

Ainsi, **sont considérées comme douteuses** les créances de toute nature, même assorties de garanties, présentant un risque avéré correspondant à l'une des situations suivantes :

- **lorsqu'il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins** (ou neuf pour les créances sur les collectivités locales compte-tenu des caractéristiques particulières de ces crédits),
- **lorsque la situation d'une contrepartie présente un risque avéré**, indépendamment de l'existence de tout impayé. C'est notamment le cas lorsque la situation financière apparaît dégradée au travers de la cotation ou en cas d'éléments extérieurs (existence de procédures d'alerte, par exemple),
- **en cas de procédures contentieuses**, notamment les procédures de surendettement, redressement judiciaire, règlement judiciaire, liquidation judiciaire, faillite personnelle, liquidations de biens ou d'assignations devant un tribunal international.

Au 1<sup>er</sup> semestre 2008, le niveau des risques a légèrement augmenté, l'encours de CDL en capital et intérêts s'élevant à 281 M€ au 30 Juin 2008 contre 274 M€ fin 2007, principalement sur les marchés des Particuliers (tensions sur l'habitat) et des Agriculteurs (effet saisonnalité). Sous l'effet de la progression de l'encours des créances, **le taux de CDL** s'affiche en diminution à 1,77% contre 1,79% fin 2007.

Les créances douteuses font systématiquement l'objet d'une provision. Après prise en compte des 11M€ de provisions constituées par les Caisses Locales au titre de leur activité de cautionnement d'une partie des engagements de la Caisse Régionale, le ratio de couverture des créances douteuses par les provisions s'élève à et 69,06% contre 74,3% fin 2007, en raison du dénouement de dossiers provisionnés à 100% sur le marché des entreprises.

La Caisse régionale fait usage des résultats issus des traitements Bâle II (perte attendue) sur les marchés de proximité (LUC) ainsi que sur le marché des Entreprises, Collectivités Publiques et Promotion Immobilière (OCE) pour constituer une **provision générale crédits** dans le cadre des préconisations de Crédit Agricole SA : au 30 juin 2008, cette provision s'élève à 32,5 M€.

Par ailleurs, certaines **filières** « à risque » des marchés des Professionnels et de l'Agriculture font l'objet d'une provision spécifique pour un montant global de 7,9 M€ à fin juin 2008.

Enfin, s'ajoute une **provision sur les créances faisant l'objet d'un plan de surendettement** pour tenir compte de leur fragilité et du risque significatif de défaut. Au 30 juin 2008, cette provision s'élève à 1,5 M€.

### **Exposition maximale**

<b>En millions d'euros</b>	<b>30.06.2008</b>	<b>31.12.2007</b>
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	184,6	170,5
Instruments dérivés de couverture	27,0	17,1
Actifs disponibles à la vente	1 928,0	2 569,3
Prêts et créances sur les établissements de crédit	620,1	358,4
Prêts et créances sur la clientèle	17 565,3	16 718,2
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	179,9	171,6
<b>EXPOSITION DES ENGAGEMENTS DE BILAN (nets de dépréciations)</b>	<b>20 504,8</b>	<b>20 005,1</b>
Engagements de financements donnés	3 833,0	3 620,6
Engagement de garantie financière donnés	597,1	489,2
Provisions - Engagements par signature	(12,4)	(16,1)
<b>EXPOSITION DES ENGAGEMENTS HORS BILAN (nets de provisions)</b>	<b>4 417,7</b>	<b>4 093,6</b>
<b>TOTAL EXPOSITION NETTE</b>	<b>24 922,5</b>	<b>24 098,7</b>

### Exposition par agent économique

En millions d'euros	30.06.2008					TOTAL
	Encours bruts	Encours douteux	Dépréciations / Encours douteux	Encours douteux compromis	Dépréciations / Encours douteux compromis	
Administrations Centrales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Institutions non établissements de crédit	1 734,5	1,3	-0,1	0,0	0,0	1 735,6
Etablissement de crédit	1 200,6	0,0	0,0	0,0	0,0	1 200,6
Grandes Entreprises	5 007,5	34,9	-15,9	43,1	-28,0	5 041,5
Clientèle de détail	10 665,3	95,7	-41,4	110,7	-62,6	10 767,6
<b>Total *</b>	<b>17 407,3</b>	<b>131,8</b>	<b>-57,4</b>	<b>153,7</b>	<b>-90,6</b>	<b>18 745,3</b>
<b>Créances rattachées nettes</b>						<b>111,8</b>
<b>Dépréciations sur base collective</b>						<b>-41,9</b>
<b>Valeurs nettes au bilan</b>						<b>18 815,2</b>

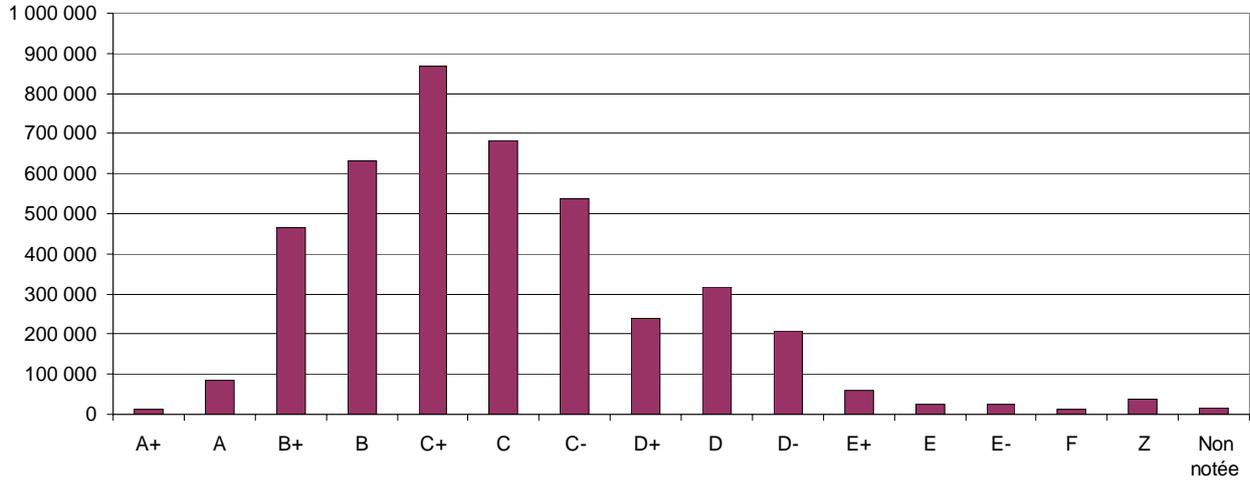
\* dont actifs restructurés non dépréciés pour 21,3 millions d'euros

En millions d'euros	31.12.2007					TOTAL
	Encours bruts	Encours douteux	Dépréciations / Encours douteux	Encours douteux compromis	Dépréciations / Encours douteux compromis	
Administrations Centrales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Institutions non établissements de crédit	1 536,6	0,3	0,0	0,0	0,0	1 536,9
Etablissement de crédit	690,3	0,0	0,0	0,0	0,0	690,3
Grandes Entreprises	4 761,8	33,5	-18,3	44,8	-33,5	4 788,4
Clientèle de détail	10 275,1	83,8	-38,6	111,0	-63,2	10 368,1
<b>Total *</b>	<b>17 263,8</b>	<b>117,6</b>	<b>-56,9</b>	<b>155,8</b>	<b>-96,6</b>	<b>17 383,6</b>
<b>Créances rattachées nettes</b>						<b>110,4</b>
<b>Dépréciations sur base collective</b>						<b>-44,0</b>
<b>Valeurs nettes au bilan</b>						<b>17 450,0</b>

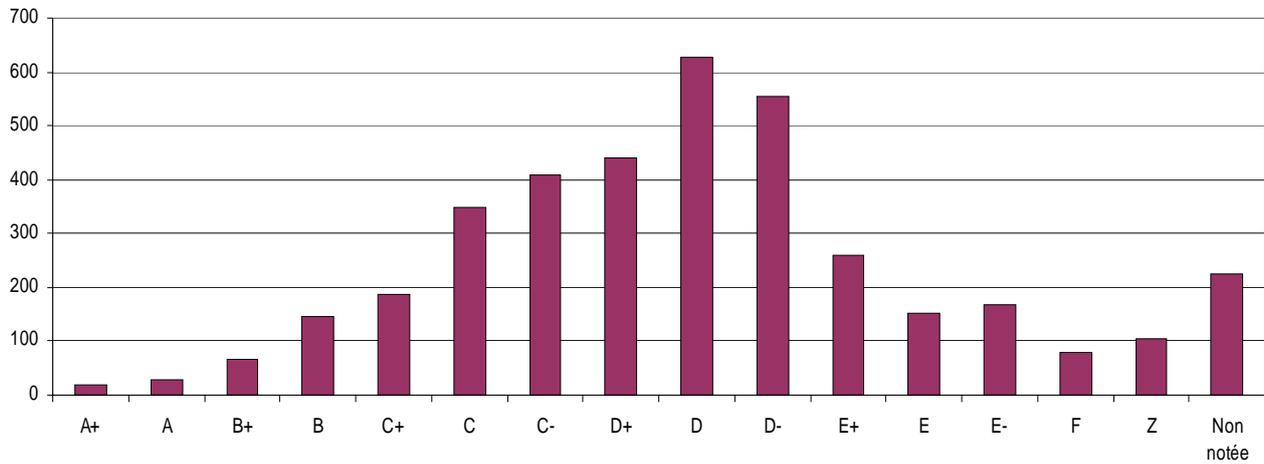
\* dont actifs restructurés non dépréciés pour 21,0 millions d'euros

**Qualité des encours Corporate (portefeuille Entreprises)**

**Répartition de l'engagement en montant (K€) par grade de notation : source OCE  
au 30 juin 2008**



**Répartition de l'engagement en nombre de contreparties par grade de notation : source OCE  
au 30 juin 2008**



## VII - 2 / Risque de marchés

Le **risque de marchés** est le risque que des variations des facteurs de risques de marché tels que les taux d'intérêt ou les valeurs liquidatives des parts d'OPCVM de taux et d'actions, puissent peser sur le compte de résultat ou le bilan de la Caisse régionale.

La **gestion des risques de marchés a pour objectif de gérer et contrôler les expositions au risque de marché afin d'optimiser le rendement des Excédents de Fonds Propres Disponibles de la Caisse régionale, tout en conservant un profil de risque cohérent** avec le statut du Groupe Crédit Agricole SA, en tant qu'établissement financier de premier plan et intervenant en matière de produits et services financiers à destination de sa clientèle.

Les expositions aux risques de marchés sont examinées de façon mensuelle par le Comité Financier, qui s'assure que les contrôles adéquats sont en place et qui fixe les orientations en matière de risques de marché.

Cette organisation a pour objectif de s'assurer que tous les risques de marchés sont regroupés au sein d'unités qui disposent des compétences, des outils et des dispositifs de supervision et de contrôle éthique nécessaires pour les gérer.

Le dispositif de limites relatif au risque de marchés entre dans les normes déterminées par Crédit Agricole S.A. Au niveau de la Caisse régionale de Crédit Agricole Nord de France, **des limites globales par type d'opération, par classe comptable, et par risque ont été adoptées par le Conseil d'administration**. De même, des délégations opérationnelles par type d'opération et classe comptable ont été décidées en Comité Financier. Par ailleurs, une **estimation de la perte financière potentielle maximale** relative à ce risque est réalisée chaque mois selon un scénario catastrophe, afin de mettre en évidence les conséquences d'une évolution défavorable des marchés financiers.

### VII - 2 - 1 / Acteurs et organes de contrôle permanent des risques de marché

Le processus d'attribution des limites de marché et l'ensemble du dispositif de contrôle permanent des risques de marché impliquent un certain nombre d'acteurs, de Directions de la Caisse régionale ainsi que de comités spécifiques dont les rôles sont précisés ci-après.

#### **Middle Office**

La Caisse Régionale dispose d'une fonction de Middle Office chargée du suivi rapproché des risques de marchés, de l'instruction des limites à destination du Comité Financier, de l'optimisation au jour le jour de l'utilisation des limites, de la résolution des éventuels dépassements identifiés et notifiés au Comité Financier.

La responsable du Middle Office est rattachée hiérarchiquement au Directeur Financier.

#### **Comité Financier**

Le comité Financier est un comité qui se réunit mensuellement sous la présidence du Directeur Général de la Caisse régionale ou d'un Directeur Général Adjoint.

Son rôle est d'examiner les questions essentielles relatives au risques de marchés, au portefeuille de titres détenu par la CR au titre de ses Excédents de Fonds Propres Disponibles, aux risques structurels du bilan (taux, liquidité), au ratio de liquidité et au Taux de Cession Interne.

Ce Comité a pour mission de superviser les risques de marchés et les risques de bilan d'une manière systématique, de s'assurer que les contrôles adéquats existent et d'approuver les principales règles qui font partie du dispositif de surveillance.

Le Comité Financier regroupe les principaux responsables des métiers concernés par ces risques : la Direction Générale, le Directeur Financier, le Directeur des Risques et du Contrôle permanent, le Directeur du Marché des Particuliers, le Directeur du Marché des Professionnels et Agriculteurs, le Directeur des Entreprises, le responsable de la Comptabilité, la responsable du Contrôle de Gestion, le Trésorier ainsi que la responsable du Middle Office qui en assure le secrétariat.

#### ***Contrôle permanent***

Le contrôle permanent des risques de marchés tels qu'ils sont décrits précédemment est du ressort de la Direction des Risques et Contrôles permanents.

#### ***Contrôle périodique***

Le contrôle périodique des risques de marchés tels qu'ils sont décrits précédemment est du ressort du service Audit et contrôle périodique rattaché à la Direction Générale.

#### ***Conseil d'Administration***

Le Conseil d'Administration joue pleinement le rôle que lui assigne l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires. Les limites de marché sont soumises pour avis au Conseil d'Administration et les principales informations relatives aux risques de marchés et à leur contrôle sont présentées au Conseil d'Administration qui peut ainsi délibérer sur l'ensemble du dispositif de contrôle.

## VII - 2 - 2 / Les outils du contrôle permanent des risques de marchés

#### ***La Value at Risk***

L'un des principaux outils utilisé par la Caisse régionale pour suivre et limiter son exposition au risque de marchés est la Value at Risk (VaR). La Caisse régionale est dotée du modèle développé pour le Groupe Crédit Agricole SA par sa filiale CAAM afin de calculer la VaR.

La VaR est une technique qui permet d'évaluer les pertes potentielles encourues sur les positions de risque du fait de variation de taux et de cours de marché à un horizon de temps déterminé et pour un niveau de probabilité donné. La Caisse régionale calcule la VaR de façon hebdomadaire et le modèle VaR qu'elle utilise, à l'instar du Groupe, se fonde sur des simulations historiques.

Le modèle de simulation historique définit les scénarios futurs possibles à partir de séries temporelles de taux de marché, en tenant compte des interrelations entre les différents marchés et taux. Les variations potentielles de cours de marché sont calculées à partir des données de marché sur un historique de 10 ans (matrice de moyen terme) et de 3 ans (matrice de court terme). **La Caisse régionale calcule la perte maximale sur son portefeuille de titres à un horizon de 1 an avec un seuil de confiance à 95%.**

Bien qu'elle constitue une mesure utile du risque, la VaR doit être appréciée au regard de ses limites.

A titre d'illustration :

- l'utilisation des données historiques comme substitut pour estimer les événements futurs peut ne pas capturer tous les événements potentiels, en particulier ceux qui sont extrêmes par nature.
- par définition, le niveau de probabilité de 95% ne permet pas de prendre en compte les pertes potentielles au delà de ce niveau de probabilité.

Consciente des limites de ce modèle, la Caisse régionale utilise également des scénarii de stress appliqués au portefeuille de titres. Ces scénarii de stress sont définis par la Direction des Risques de Crédit Agricole SA selon les règles et pratiques du Groupe Crédit Agricole SA.

La VaR à 1 an à 95% sur les titres en portefeuille au titre des excédents de Fonds Propres Disponibles s'élevait à 55.2M€ au 30 juin 2008.

La ventilation de la VaR du portefeuille de titres détenu par poche d'actifs est la suivante :

<i>En millions d'euros</i>	30 juin 2008	31 décembre 2007
Taux	4,2	10,8
Actions	45,4	50,9
Gestion alternative	5,6	4,7
<b>Total</b>	<b>55,2</b>	<b>66,4</b>

### ***Juste valeur et contrôles de vérification des cours***

Les instruments financiers comptabilisés à leur juste valeur comprennent notamment les instruments financiers sous option juste valeur, les titres de placement et les instruments financiers dérivés.

Le calcul des justes valeurs constitue par conséquent un élément important des remontées d'informations relatives aux activités de marchés de la Caisse régionale. Toutes les politiques significatives en matière d'évaluation et toute modification de ces politiques doivent être approuvées par les Commissaires aux Comptes.

Les normes internes et remontées d'informations mises en œuvre par la Caisse régionale sont indépendantes des activités de prise de risques. Les services comptable et back office sont chargés en dernier ressort d'enregistrer les justes valeurs communiquées par les contreparties dans les états financiers et de s'assurer au 1<sup>er</sup> niveau du respect des politiques de Groupe et de l'observation des normes comptables afférentes au Groupe Crédit Agricole S.A.

### ***Opérations de marché***

Le risque de marché inhérent au portefeuille de titres détenu par la Caisse régionale est suivi et contrôlé grâce à l'utilisation de techniques complémentaires, telles que la VaR ou les scénarii de stress et catastrophe. Ces méthodologies permettent de quantifier l'impact des mouvements de marché donnés sur les capitaux.

Les autres dispositifs de contrôle consistent à limiter les opérations individuelles à une liste d'instruments autorisés fixée par le Comité Financier et à mettre en œuvre des procédures renforcées d'approbation des nouveaux produits.

### **Déclaration d'exigence de fonds propres**

Selon le règlement CRBF 97-02, la Caisse Régionale est assujettie à la déclaration réglementaire relative à la surveillance prudentielle des risques de marché. L'exigence de Fonds Propres au titre des Risques de Marché calculée par la méthode standard s'élève à 1 233 milliers d'€ au 30/06/2008. Elle porte en totalité sur le portefeuille de négociation (swaps spéculatifs).

## **VII - 3 / Risques particuliers induits par la crise financière**

La Caisse Régionale a souscrit au titre du placement de ses excédents de fonds propres 60 M€ de CDO. Ces produits ont été souscrits pour les 2/3 auprès de CALYON et le solde auprès de LEHMAN BROTHERS et NOMURA. Le portefeuille est réparti sur 6 coupures de 10 M€.

Les valorisations sont suivies au minimum mensuellement et un suivi des noms impliqués est réalisé en complément du suivi de l'émetteur.

Ces titres ont été classés dès l'origine en titres d'investissement car l'intention est de les détenir jusqu'à leur remboursement. Ils ne comportent pas d'exposition aux subprime et n'ont pas d'impact dans les résultats consolidés de la Caisse régionale.

Leur durée initiale est de 5 ans, donc une durée restant à courir inférieure à 3 ans.

<b>CDO</b>	<b>Bespoke</b>	<b>Prelude 1</b>	<b>Prelude 2</b>	<b>Prime Square</b>	<b>Lennox</b>	<b>Nomura</b>
<b>Nb de noms</b>	93	125	125	240	225	100
<b>Nominal</b>	10 M€	10 M€	10 M€	10 M€	10 M€	10 M€
<b>Maturité</b>	30/12/2012	30/06/2010	30/06/2010	28/12/2009	20/03/2011	24/12/2012
<b>Notation initiale</b>	A-	A	AA-	A	A	AAA
<b>Notation actuelle</b>	BB	BBB-	BBB-	AA	BBB+	-

## Caractéristiques des expositions sur CDO

Exposition brute (valeur brute au bilan avant pertes de valeur/dépréciations)	60 M€
Nature de la tranche (super senior, mezzanine,,junior...)	mezzanine
Portefeuille comptable (trading, AFS,...)	HTM
Nature des sous-jacents (high grade, mezzanine,...)	corporate
Point d'attachement	
Nombre de défauts minimum impactant le CDO	9
Nombre de défauts entraînant la résiliation du CDO	12
% d'actifs subprime sous-jacents	
dont originé en 2005 et avant	0
en 2006	0
en 2007	0
% d'actifs Alt-A sous-jacents	0
% d'actifs Mid-prime sous-jacents	0
Cumul des pertes de valeur et dépréciations enregistrées au compte de résultat au 30/06/08 (depuis origine) dont pertes de valeur et dépréciations sur S1 08 à isoler	0
Cumul des variations de valeur enregistrées en capitaux propres au 30/06/08 (depuis origine) dont variations de valeur sur S1 08 à isoler	0
% total de décotes des CDO au 30/06/08 (cumul des pertes de valeur et dépréciations comptabilisées au P&L en 2007 et S1 2008/exposition brute au 31/12/07)	0
Exposition nette (valeur nette des pertes de valeur et dépréciations)	0

## VII - 4 / Gestion du bilan

### VII - 4 - 1 / La gestion du risque de taux d'intérêt global

Le **risque de taux** correspond au risque de variation de juste valeur ou au risque de variation de flux de trésorerie futurs d'un instrument financier du fait de l'évolution des taux d'intérêt.

Par la structure de son bilan, la Caisse Régionale Nord de France est exposée défavorablement à la hausse des taux jusqu'à 8-9 ans et à la baisse des taux au delà.

Une mesure et une analyse de l'exposition au risque de taux d'intérêt global sont effectuées chaque trimestre et présentées en Comité Financier. Semestriellement, une présentation de l'exposition de la Caisse Régionale au risque de taux est faite en Conseil d'Administration.

Pour se protéger contre une exposition défavorable aux taux, la Caisse régionale utilise des instruments de couverture. **Cette couverture est composée de 1.530 M€ de swaps actifs et 2.776 M€ de CAP au 30/06/2008.**

Le **suivi du risque de taux se fait chaque trimestre par la méthode des gaps**. L'outil utilisé est le logiciel Cristaux diffusé par Crédit Agricole S.A.. Les limites retenues par la Caisse régionale Nord de France ont été validées par le Conseil d'Administration sur la base des préconisations du Groupe CA S.A..

## VII - 4 - 2 / La gestion du risque structurel de prix et de change

Le **risque de prix** résulte de la variation de prix et de volatilité des actions et des matières premières, des paniers d'actions ainsi que des indices sur actions.  
Sont notamment soumis à ce risque les titres à revenu variable et les dérivés actions.

## VII - 4 - 3 / Risque de liquidité et de financement

Le **risque de liquidité et de financement** désigne la possibilité de subir une perte si l'entreprise n'est pas en mesure de respecter ses engagements financiers en temps opportun et à des prix raisonnables lorsqu'ils arrivent à échéance. Ces engagements comprennent notamment les obligations envers les déposants et les fournisseurs, ainsi que les engagements au titre d'emprunts et de placement.

Le groupe Caisse régionale de Crédit Agricole Nord de France en tant qu'établissement de crédit respecte les exigences en matière de liquidité définies par les textes suivants :

- le règlement CRBF n° 88-01 du 22 février 1988 relatif à la liquidité,
- l'instruction de la Commission bancaire n° 88-03 du 22 avril 1988 relative à la liquidité,
- l'instruction de la Commission bancaire n° 89-03 du 20 avril 1989 relative aux conditions de prise en compte des accords de refinancement dans le calcul de la liquidité.

Le **risque de liquidité est suivi mensuellement**, conformément à la réglementation, par le service Trésorerie de la Direction Financière.

La gestion du risque de liquidité s'inscrit dans le respect des normes du Groupe Crédit Agricole. Afin de suivre le risque de liquidité à moyen et long terme, une impasse de liquidité intra-groupe, calculée trimestriellement, fait l'objet d'une présentation au Comité Financier.

De plus, **des limites ont été mises en place pour suivre le risque de liquidité et de refinancement**. Au 30/06/08, les limites sont les suivantes :

- **Limites de refinancement par avance globale** : l'encours des avances globales doit être inférieur à 50% des réalisations de crédits MLT éligibles auprès de CA S.A.
- **Limites de refinancement de marché** :

Emission de titres de créances négociables	Plafond en M€
CDN	2 500
BMTN	1 500

- **Coefficient de liquidité supérieur à 110% (conformément au Groupe)** : au 30/06/2008, il ressort à 146%.

## VII - 4 - 4 / Politique de couverture

Les instruments financiers dérivés utilisés dans le cadre d'une **relation de couverture** sont désignés en fonction de l'objectif poursuivi

- de couverture de valeur,
- de couverture de résultats futurs,
- de couverture d'un investissement net en devise

Chaque relation de couverture fait l'objet d'une documentation formelle décrivant la stratégie, l'instrument couvert et l'instrument de couverture ainsi que la méthodologie d'appréciation de l'efficacité.

### ***Couverture de juste valeur***

Les couvertures de juste valeur modifient le risque de variations de juste valeur d'un instrument à taux fixe causées par des changements de taux d'intérêts. Ces couvertures transforment des actifs ou des passifs à taux fixe en éléments à taux variables.

Les couvertures de juste valeur comprennent notamment la couverture de prêts, de titres, de dépôts et de dettes subordonnées à taux fixe.

La Caisse Régionale est exposée défavorablement à la hausse des taux jusqu'à 8-9 ans et à la baisse des taux au delà. Pour se protéger contre un tel risque, la Caisse Régionale utilise des swaps de macro-couverture qui sont justifiés et documentés selon les normes IAS/IFRS.

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Nord de France a mis en place une méthodologie de justification de l'efficacité de la macro-couverture, conformément à ce qui est appliqué dans le groupe Crédit Agricole et telle que préconisée par la norme IAS 39.

Cette méthodologie permet de documenter les relations de couverture sur la base d'échéanciers en encours moyens, de qualifier l'efficacité de la couverture de façon prospective et rétrospective.

Face au développement de la crise financière, la Caisse régionale a diminué son hors bilan de manière significative en soldant des swaps à taux fixe structurés et des swaps de volatilité pour un total de 1 364 millions d'euros. Ces opérations concrétisées opportunément en avril 2008, ont permis à la Caisse régionale de dégager des résultats positifs significatifs (cf note 3.3 en Annexe).

### ***Couverture de flux de trésorerie***

Les couvertures de flux de trésorerie modifient notamment le risque inhérent à la variabilité des flux de trésorerie liés à des instruments portant intérêt à taux variable.

Les couvertures de flux de trésorerie comprennent notamment les couvertures de prêts et de dépôts à taux variable.

### ***Ratios réglementaires***

Le Comité de la Réglementation Bancaire a instauré des normes qui sous forme de ratios de gestion, s'imposent à l'ensemble des banques françaises.

Pour le Groupe Crédit Agricole Nord-de-France, les fonds propres évalués suivant les normes du Ratio de Solvabilité Européen sur base consolidée s'élèvent à 2 111 M€ au 30 juin 2008.

Les principaux ratios du Groupe sont les suivants :

□ **Le Ratio de Solvabilité Européen**

Selon l'article 1 du règlement CRB n° 91-05, les établissements de crédit sont tenus de respecter un ratio de solvabilité supérieur à 8%. Il vise à s'assurer que leurs fonds propres sont suffisants pour faire face à des pertes importantes dues à la défaillance de leur clientèle. Le Ratio de Solvabilité Européen de la Caisse Régionale s'élève à 12,20% au 30 juin 2008.

□ **Le Coefficient de Liquidité**

Selon les termes du règlement n°88-01 du Comité Réglementaire Bancaire, les établissements de crédit sont tenus de pouvoir faire face en toutes circonstances à leurs engagements. Il doit être au moins égal à 100% pour respecter les normes du Comité Réglementaire Bancaire. La Caisse Régionale Nord de France a un coefficient de liquidité, calculé sur base sociale, de 146% au 30 juin 2008.

□ **Le Return on Equity ROE**

Il correspond au Résultat Net sur le montant des Capitaux Propres. Sur base consolidée, ce rapport est de 7,16%.

□ **Le Return on Asset ROA**

Il représente le montant du Résultat Net sur le total du bilan. Ce rapport est de 0,82% en juin 2008 sur base consolidée.

## VII - 5 / La gestion du risque opérationnel

Le **risque opérationnel** correspond à la possibilité de subir une perte découlant d'un processus interne défaillant, d'un système inadéquat, d'une erreur humaine ou d'un événement externe qui n'est pas lié à un risque de crédit, de marché ou de liquidité.

Le dispositif mis en œuvre intègre deux composantes :

- D'une part, une **cartographie des risques** permettant de recenser et de qualifier les risques opérationnels avérés et potentiels,
- D'autre part, la **collecte des incidents survenus**. Cette démarche quantitative et uniquement rétrospective permet de mesurer les fréquences des incidents ainsi que leurs impacts financiers.

Ce dispositif permet d'évaluer le coût du risque opérationnel, d'en analyser l'évolution et les composantes, afin d'établir des priorités en matière d'actions correctrices ou de politique de couverture via la mise en place de polices d'assurance.

**Plans de continuité d'activité :**

Conformément à la réglementation CRBF 2004-02, la Caisse Régionale Nord de France a nommé, dès 2004, un Responsable des Plans de Continuité d'Activité (RPCA).

Les travaux menés depuis lors ont eu pour objectif de couvrir les 4 zones de risque suivantes :

- Le risque d'interruption consécutif à la survenance d'un sinistre sur le système informatique,
- Le risque d'interruption consécutif à la survenance d'un sinistre immobilier sur le Siège Social de la Caisse régionale,
- Le risque d'interruption consécutif à la survenance d'un sinistre chez un prestataire réalisant une prestation de service essentielle au sens du règlement CRBF 97-02,
- Le risque d'interruption consécutif à l'indisponibilité des acteurs (épidémie, grève etc...).

L'ensemble de ces travaux s'intègre dans le cadre de la politique de continuité d'activité du Groupe Crédit Agricole.

## VII - 6 / Les risques de non-conformité

Le **risque de non-conformité** constitue le risque de sanction judiciaire, administrative ou disciplinaires, de perte financière ou d'atteinte à la réputation lié au non-respect de dispositions législatives, réglementaires, professionnelles ou déontologiques propres aux activités bancaires et financières.

La Caisse régionale Nord de France a exercé durant le premier semestre 2008 un contrôle continu sur ses activités. L'organisation et le fonctionnement du dispositif de contrôle interne sont conformes à l'arrêté du 31 mars 2005 modifiant le règlement CRBF n°97-02.

Ainsi, la responsabilité du Contrôle Interne est désormais partagée entre trois fonctions :

- le Responsable de Contrôle Permanent,
- le Responsable du Contrôle de la Conformité,
- le Responsable du Contrôle Périodique.

Le dispositif mis en place, qui s'étend aux entreprises contrôlées de manière exclusive ou conjointe par la Caisse Régionale, repose sur l'indépendance et la spécialisation des contrôles qui se répartissent en trois catégories :

- les **contrôles permanents de premier degré** réalisés par l'encadrement des services ou des agences éventuellement complétés par des contrôles automatiques,
- les **contrôles permanents de deuxième degré** permettant aux services ayant délégué des activités, notamment en agence, de s'assurer du respect des procédures. Un contrôle permanent de second niveau est aussi exercé par des fonctions spécialisées : Contrôle des Risques Crédit, Contrôle Comptable et Financier, Contrôle de la Conformité.
- les **contrôles périodiques par le Service Audit et Contrôle Périodique**, garant de la qualité des contrôles opérés au sein de la Caisse régionale, qui constituent le troisième degré. Ce service est directement rattaché au Directeur Général et agit en toute indépendance dans le cadre d'un cycle pluriannuel.

La coordination des fonctions de contrôle et le suivi du dispositif de Contrôle Interne sont assurés par un **Comité de Contrôle Interne** se réunissant trimestriellement et dont la Présidence est assurée par le Directeur Général.

Les Responsables du Contrôle Interne rendent compte semestriellement au Conseil d'administration de l'activité de contrôle interne au sein de la Caisse régionale et des principales évolutions sur chaque domaine de risque.

La mesure et la surveillance des risques (marché, taux, contrepartie...) sont assurées par des instances telles que le Comité Financier, le Comité des Prêts, le Comité des Risques... , dont les travaux sont régulièrement présentés au Conseil d'administration.

L'essentiel de la **sécurité informatique** est confié au responsable de la Sécurité des Systèmes d'Information (RSSI) du GIE Comète. Il travaille de concert avec le RSSI des Caisses régionales adhérentes.

Le contrôle annuel de la conformité du système d'information a été opéré par l'infogérant, conformément aux obligations contractuelles. Au-delà, des audits d'appréciation du niveau de sécurité du système d'information ont été réalisés par des cabinets extérieurs spécialisés afin de mettre en évidence les éventuelles mesures correctives à mettre en oeuvre.

Le **Responsable du Contrôle de la Conformité**, qui est également Responsable de la Conformité des Services d'Investissement, veille en liaison avec le Responsable Juridique au respect des lois et règlements propres à l'activité bancaire, aux normes professionnelles et déontologiques et aux procédures internes, en concentrant particulièrement ses actions sur la réglementation relative à l'Autorité des Marchés Financiers, la Sécurité Financière et les réglementations en matière de commercialisation des produits.

Au cours du premier semestre 2008, les travaux menés pour permettre à la Caisse régionale de se conformer aux nouvelles obligations législatives et réglementaires se sont poursuivis. Des contrôles ont été réalisés afin de s'assurer du respect des nouvelles procédures mises en place et de la prévention des risques de non conformité.

De même, la validation des nouvelles activités et nouveaux produits ainsi que les traitements des dysfonctionnements remontés au Responsable du Contrôle de la Conformité ont été poursuivis.

Au-delà, afin de renforcer la connaissance de ses clients et la conformité de leur dossier d'entrée en relation, la Caisse régionale a engagé un plan d'actions triennal visant à mettre à jour les données de l'ensemble de ses dossiers clients.

Par ailleurs, une sensibilisation à la Conformité a été diligentée auprès de l'ensemble des collaborateurs de la Caisse régionale.

Enfin, les rapports annuels relatifs d'une part au dispositif de prévention du blanchiment de capitaux et du financement des activités terroristes et d'autre part au respect des dispositions législatives et réglementaires résultant de la transposition de la directive MIF ont été adressés respectivement à la Commission Bancaire et à l'Autorité des Marchés Financiers.

Le Responsable de la Conformité rend compte à la Direction Générale de la cohérence, de l'exhaustivité et de l'efficacité du dispositif de contrôle des risques de non conformité dans le cadre des Comités de Contrôle Interne.

## VII - 7 / Assurances et couverture des risques

Dans la perspective d'une protection de son patrimoine et de son résultat, le groupe Caisse régionale de Crédit Agricole Nord de France a souscrit de multiples polices d'assurances telles que des assurances couvrant le risque global de banque (détournements-escroqueries, cambriolages, moyens de paiement...), des assurances contre les préjudices financiers ou encore des assurances multirisques (bureaux, automobiles, machines).

A ces assurances, s'ajoutent des responsabilités civiles (exploitation, courtage, mandataires sociaux) garantissant la protection des partenaires du groupe Caisse régionale de Crédit Agricole Nord de France.

## VIII / Perspectives pour le second semestre

Dans le cadre du projet d'entreprise « Ensemble vers 2010 », pour renforcer encore la solidité des fondamentaux de la banque, les équipes s'attachent à mettre en œuvre avec dynamisme et opiniâtreté l'ensemble des actions inscrites dans le plan, parmi lesquelles 50 actions phares seront réalisées en 2008.

Le chemin engagé au cours du premier semestre, traduit par les résultats financiers au 30 juin, permet à la Caisse régionale, malgré le contexte défavorable, de confirmer ses objectifs financiers pour l'ensemble de l'année.

## Partie II : Comptes consolidés condensés

### CADRE GENERAL

#### ***Présentation juridique du groupe Caisse régionale de Crédit Agricole Nord de France***

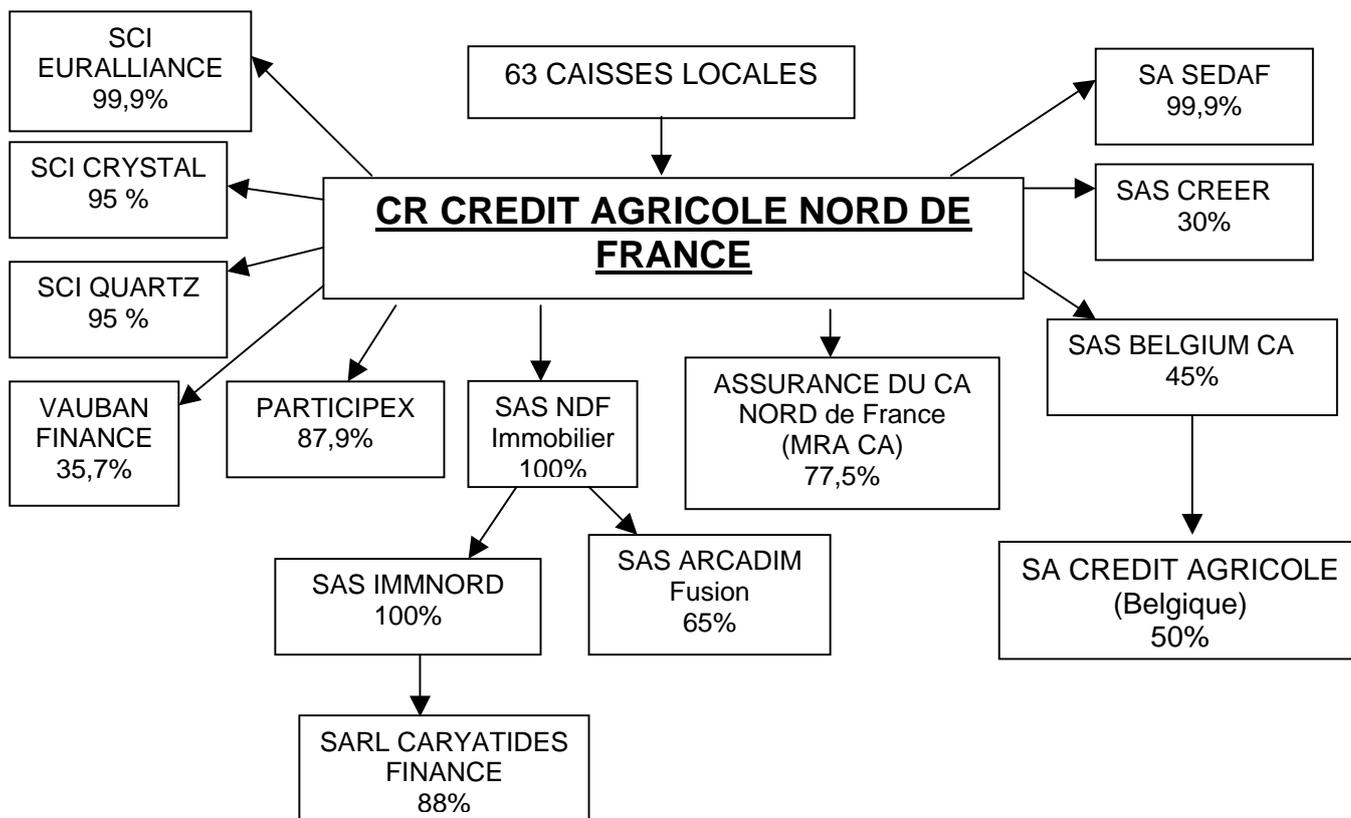
La société tête de groupe est la Caisse régionale de Crédit Agricole Nord de France, société coopérative à capital et personnel variables, dont le siège social est à Lille – 10 avenue Foch, immatriculée au RCS de Lille sous le numéro 440 676 559. Le groupe Caisse régionale de Crédit Agricole Nord de France est une composante du groupe Crédit Agricole.

De par la loi bancaire, la Caisse régionale de Crédit Agricole Nord de France est un établissement de crédit avec les compétences bancaires et commerciales que cela entraîne. Il est soumis à la réglementation bancaire et est régi par le Code Monétaire et Financier et la loi bancaire du 24 janvier 1984 relative au contrôle et à l'activité des établissements de crédit.

Sont rattachées à la Caisse régionale de Crédit Agricole Nord de France, 63 Caisses locales qui constituent des unités distinctes avec une vie juridique propre. Les états financiers consolidés, selon la méthode de l'entité consolidante, incluent les comptes de la Caisse Régionale, les comptes des 63 Caisses locales, ceux de ses principales filiales (SA Crédit Agricole de Belgique, Belgium CA SAS, Assurance du CA Nord de France, Participex, Vauban Finance, SAS Créer, SCI Euralliance, SCI Crystal, SCI Quartz, SAS Immnord, SAS Nord de France Immobilier (ex-JPF), SARL Caryatides Finance, SAS ARCADIM Fusion et SA SEDAF).

Ces sociétés sont consolidées dans les comptes de la Caisse Régionale selon la méthode globale pour les entités sous contrôle exclusif, selon la méthode d'intégration proportionnelle pour les entités sous contrôle conjoint et selon la méthode de la mise en équivalence pour les entités sous influence notable.

Organigramme du groupe Caisse régionale de Crédit Agricole Nord de France



**NB :** Assurance du CA nord de France détient 5% dans chacune des sociétés Crystal et Quartz  
 Le pourcentage d'intérêt de la Caisse régionale de Crédit Agricole Nord de France dans la SA Crédit Agricole de Belgique est de 30%.

## COMPTE DE RESULTAT

(en milliers d'euros)	Notes	30.06.2008	31.12.2007	30.06.2007
Intérêts et produits assimilés	3.1	527 094	1 066 397	522 951
Intérêts et charges assimilées	3.1	-394 199	- 764 792	-365 459
Commissions (produits)	3.2	120 379	232 820	115 383
Commissions (charges)	3.2	-20 841	- 30 699	-14 564
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	3.3	103 401	- 10 546	-69 494
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	3.4	65 039	100 063	89 672
Produits des autres activités	3.5	95 210	139 421	76 890
Charges des autres activités	3.5	-43 508	- 45 267	-45 428
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>		<b>452 575</b>	<b>687 397</b>	<b>309 951</b>
Charges générales d'exploitation	3.6	-182 959	- 335 333	-165 162
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	3.7	-10 506	- 21 755	-8 882
<b>RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>		<b>259 110</b>	<b>330 309</b>	<b>135 907</b>
Coût du risque	3.8	-2 391	- 29 288	-7 158
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>		<b>256 719</b>	<b>301 021</b>	<b>128 749</b>
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence		1 081	3 142	2 256
Gains ou pertes nets sur autres actifs	3.9	1 447	3 097	213
Variations de valeur des écarts d'acquisition			39	33
<b>RESULTAT AVANT IMPOT</b>		<b>259 247</b>	<b>307 299</b>	<b>131 251</b>
Impôts sur les bénéfices	3.10	- 77 077	- 88 036	-30 075
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession				
<b>RESULTAT NET</b>		<b>182 170</b>	<b>219 263</b>	<b>101 176</b>
Intérêts minoritaires		2 810	5 497	1 553
<b>RESULTAT NET – PART DU GROUPE</b>		<b>179 360</b>	<b>213 766</b>	<b>99 623</b>

## BILAN ACTIF

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	<b>30/06/2008</b>	<b>31/12/2007</b>
CAISSE, BANQUES CENTRALES		111 801	116 135
ACTIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT	5.1	184 557	170 460
INSTRUMENTS DERIVES DE COUVERTURE		27 017	17 121
ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES A LA VENTE	5.2	1 927 973	2 569 323
PRETS ET CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	5.3	1 212 095	695 547
PRETS ET CREANCES SUR LA CLIENTELE	5.3	17 603 115	16 754 478
ECART DE REEVALUATION DES PORTEFEUILLES COUVERTS EN TAUX		53 964	-4 343
ACTIFS FINANCIERS DETENUS JUSQU'A L'ECHEANCE		179 864	171 563
ACTIFS D'IMPOTS COURANTS		13 855	12 305
ACTIFS D'IMPOTS DIFFERES		14 330	13 224
COMPTES DE REGULARISATION ET ACTIFS DIVERS		287 262	288 188
ACTIFS NON COURANTS DESTINES A ETRE CEDES			
PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES MISES EN EQUIVALENCE		19 067	18 038
IMMEUBLES DE PLACEMENT	5.7	95 196	95 871
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	5.8	156 693	153 040
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	5.8	1 490	1 539
ECARTS D'ACQUISITION	5.9	111 512	111 512
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>		<b>21 999 791</b>	<b>21 184 001</b>

## BILAN PASSIF

(en milliers d'euros)	Notes	30/06/2008	31/12/2007
BANQUES CENTRALES, CCP *			708
PASSIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT	5.1	392 791	520 198
INSTRUMENTS DERIVES DE COUVERTURE		36 338	33 831
DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	5.5	11 186 480	10 486 867
DETTES ENVERS LA CLIENTELE	5.5	5 278 895	4 791 517
DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE	5.6	1 535 224	1 531 436
ECART DE REEVALUATION DES PORTEFEUILLES COUVERTS EN TAUX		11 292	- 38 334
PASSIFS D'IMPOTS COURANTS		2 974	
PASSIFS D'IMPOTS DIFFERES		11 667	
COMPTES DE REGULARISATION ET PASSIFS DIVERS		361 521	492 558
DETTES LIEES AUX ACTIFS NON COURANTS DESTINES A ETRE CEDES			
PROVISIONS TECHNIQUES DES CONTRATS D'ASSURANCE		80 459	57 108
PROVISIONS	5.10	137 849	128 763
DETTES SUBORDONNEES	5.6	360 603	359 371
CAPITAUX PROPRES		2 603 698	2 819 978
CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE		2 505 930	2 722 169
CAPITAL ET RESERVES LIEES		567 697	549 740
RESERVES CONSOLIDEES **		1 706 769	1 529 232
GAINS OU PERTES LATENTS OU DIFFERES		52 104	429 431
RESULTAT DE L'EXERCICE		179 360	213 766
INTERETS MINORITAIRES		97 768	97 809
<b>TOTAL DU PASSIF</b>		<b>21 999 791</b>	<b>21 184 001</b>

## + TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

Tableau de variation des capitaux propres (en milliers d'Euros)	Capital et réserves liées			Réserves consolidées part du Groupe	Gains/pertes latents ou différés			Résultat net part du groupe	Total des capitaux propres part du groupe	Capitaux propres part des minoritaires	Total des capitaux propres consolidés
	Capital	Primes et Réserves liées au capital (1)	Elimination des titres auto-détenus		Liés aux écarts de conversion	Variation de juste valeur des actifs disponibles à la vente	Variation de juste valeur des dérivés de couverture				
<b>Capitaux propres au 31 décembre 2006</b>	224 410	403 085	-81 528	1 331 863	8	758 942	-105	224 548	2 861 223	85 311	2 946 534
Changement de méthode comptable				1 902					1 902		1 902
<b>Capitaux propres au 1 janvier 2007</b>	224 410	403 085	-81 528	1 333 765	8	758 942	-105	224 548	2 863 125	85 311	2 948 436
Augmentation de capital	2 235	7 381							9 616		9 616
Variation des titres auto détenus											
Affectation résultat 2006				194 764				- 194 764			
Dividendes versés en 2007								- 29 784	- 29 784		- 29 784
Variation de juste valeur						- 80 847			- 80 847	199	- 80 648
Transfert en compte de résultat											
Résultat au 30/06/2007								99 623	99 623	1 553	101 176
Quote-part dans les variations de CP des entreprises associées mises en équivalence											
Variation de l'écart de conversion											
Variation de périmètre											
Autres variations				- 497					- 497	- 3	- 500
<b>Capitaux propres au 30 juin 2007</b>	226 645	410 466	-81 528	1 528 032	8	678 095	-105	99 623	2 861 236	87 060	2 948 296
Variation de capital	- 5 843								-5 843	3 779	-2 064
Variation des titres auto détenus											
Dividendes versés en 2007										- 4 303	- 4 303
Dividendes reçus des CR et filiales										2 085	2 085
Effet des acquisitions / cessions sur les minoritaires				236					236	- 236	
Variation de juste valeur				900		- 248 567			-247 667	154	-247 513
Transfert en compte de résultat											
Résultat au 31/12/2007								114 143	114 143	3 944	118 087
Quote-part dans les variations de CP des entreprises associées mises en équivalence											
Variation de l'écart de conversion											
Variation de périmètre				- 1 131					- 1 131	5 323	4 192
Autres variations				1 195					1 195	3	1 198
<b>Capitaux propres au 31 décembre 2007</b>	220 802	410 466	- 81 528	1 529 232	8	429 528	- 105	213 766	2 722 169	97 809	2 819 978
Variation de capital	11 661	6 875							18 536		18 536
Variation des titres auto détenus	- 579								-579		-579
Affectation résultat 2007				177 176				- 177 176			
Dividendes versés en 2008								- 36 590	-36 590	- 2 485	-39 075
Variation de juste valeur						- 377 327			-377 327	-123	-377 450
Transfert en compte de résultat											
Résultat au 30/06/2008								179 360	179 360	2 810	182 170
Quote-part dans les variations de CP des entreprises associées mises en équivalence											
Variation de l'écart de conversion											
Variation de périmètre				- 125					- 125	-241	- 366
Autres variations				486					486	- 2	484
<b>Capitaux propres au 30 juin 2008</b>	231 884	417 341	-81 528	1 706 769	8	52 201	-105	179 360	2 505 930	97 768	2 603 698

 <b>TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE</b>	<b>1er semestre 2008</b>	<b>1er semestre 2007</b>	<b>2007</b>
<i>(en milliers d'euros)</i>			
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>259 289</b>	<b>131 251</b>	<b>307 299</b>
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	12 423	9 941	24 249
Dépréciation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations		-33	12
Dotations nettes aux provisions	12 499	13 215	25 354
Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	-1 081	-2 256	-3 142
Perte nette/gain net des activités d'investissement	-1 297	991	-1 266
(Produits)/charges des activités de financement	7 837	6 756	15 560
Autres mouvements	40 820	-2 823	-83 631
<b>Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements</b>	<b>71 201</b>	<b>25 791</b>	<b>-22 864</b>
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	-99 387	39 384	-68 371
Flux liés aux opérations avec la clientèle	-392 480	-520 772	-1 274 751
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	74 219	-161 527	-1 511 534
Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	-111 494	82 354	224 648
Impôts versés	-31 979	-25 482	-74 216
Autres mouvements			
<b>Diminution/(augmentation) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles</b>	<b>-561 121</b>	<b>-586 043</b>	<b>-2 704 224</b>
<b>TOTAL Flux nets de trésorerie générés par l'activité OPERATIONNELLE (A)</b>	<b>-230 631</b>	<b>-429 001</b>	<b>-2 419 789</b>
<b>Flux liés aux participations (1)</b>	<b>-30 013</b>	<b>-129 597</b>	<b>-216 294</b>
<b>Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles</b>	<b>-12 655</b>	<b>-23 308</b>	<b>-43 992</b>
<b>TOTAL Flux net de trésorerie lié aux opérations d'INVESTISSEMENT (B)</b>	<b>-42 668</b>	<b>-152 905</b>	<b>-260 286</b>
<b>Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires</b>	<b>1 928</b>	<b>-17 492</b>	<b>-19 004</b>
<b>Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement (2)</b>	<b>-6 605</b>	<b>-3 188</b>	<b>14 825</b>
<b>TOTAL Flux net de trésorerie lié aux opérations de FINANCEMENT (C )</b>	<b>-4 677</b>	<b>-20 680</b>	<b>-4 179</b>
<b>Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)</b>			
<b>Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (A + B+ C + D)</b>	<b>-277 976</b>	<b>-602 586</b>	<b>-2 684 254</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture</b>	<b>-935 586</b>	<b>1 748 668</b>	<b>1 748 668</b>
Caisse, banques centrales (actif & passif)	115 353	193 415	193 415
Comptes (actif et passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit *	-1 050 939	1 555 253	1 555 253
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture</b>	<b>-1 213 562</b>	<b>1 146 082</b>	<b>-935 586</b>
Caisse, banques centrales (actif & passif)	111 734	197 794	115 353
Comptes (actif et passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit *	-1 325 296	948 288	-1 050 939
<b>VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE</b>	<b>-277 976</b>	<b>602 586</b>	<b>-2 684 254</b>

\* composé du solde des postes « comptes ordinaires débiteurs sains et comptes et prêts au jour le jour sains » tel que détaillés en note 5.3 et des postes « comptes ordinaires créditeurs et comptes et emprunts au jour le jour » tel que détaillés en note 5.5

(1) Cette ligne recense les effets nets sur la trésorerie des acquisitions et des cessions de titres de participation. Au cours du premier semestre 2008, l'impact net des acquisitions sur la trésorerie du groupe s'élève à 30,3 millions d'euros, portant notamment sur l'augmentation de capital de la SAS Nord de France Immobilier pour 29,9 millions d'euros.

(2) Concerne essentiellement les intérêts payés sur les dettes subordonnées

## ANNEXES

### 1. Principes et Méthodes applicables dans le groupe

Les comptes consolidés semestriels résumés du groupe Caisse régionale de Crédit Agricole Nord de France ont été établis conformément aux normes IAS/IFRS et aux interprétations IFRIC telles qu'adoptées par l'Union européenne et applicables au 30 juin 2008.

Celles-ci sont identiques à celles utilisées et décrites dans les états financiers du groupe Caisse régionale de Crédit Agricole Nord de France au 31 décembre 2007, et complétées par les dispositions de la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire, qui définit le contenu minimum de cette information, et qui identifie les principes de comptabilisation et d'évaluation devant être appliqués à un rapport financier intermédiaire.

Aucune norme ou interprétation n'est d'application obligatoire pour la première fois sur l'exercice 2008.

Par ailleurs, il est rappelé que lorsque l'application de normes et interprétations est optionnelle sur une période, celles-ci ne sont pas retenues par le Groupe, sauf mention spécifique. Ceci concerne en particulier :

- la norme IFRS 8 issue du règlement du 21 novembre 2007 (CE n° 1358/2007), relative aux secteurs opérationnels et remplaçant la norme IAS 14 relative à l'information sectorielle. Cette norme sera appliquée pour la première fois au 1<sup>er</sup> janvier 2009.
- l'interprétation IFRIC 11 issue du règlement du 1er juin 2007 (CE n° 611/2007), relative au traitement des actions propres et des transactions intra-groupe dans le cadre de la norme IFRS 2 portant sur le paiement fondé sur des actions. Cette interprétation sera appliquée pour la première fois au 1<sup>er</sup> janvier 2009.

Le Groupe n'attend pas d'effet significatif de ces applications sur son résultat et sa situation nette.

Le référentiel IFRS adopté par l'Union Européenne et appliqué par le Groupe Crédit Agricole est disponible sur le site de la Commission Européenne, à l'adresse suivante : [http://ec.europa.eu/internal\\_market/accounting/ias\\_fr.htm#adopted-commission](http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm#adopted-commission).

Les normes et interprétations publiées par l'IASB mais non encore adoptées par l'Union Européenne n'entreront en vigueur d'une manière obligatoire qu'à partir de cette adoption et ne sont donc pas appliquées par le Groupe au 30 juin 2008.

Les comptes semestriels résumés sont destinés à actualiser les informations fournies dans les comptes consolidés au 31 décembre 2007 du groupe Caisse régionale de Crédit Agricole Nord de France et doivent être lus en complément de ces derniers. Aussi, seules les informations les plus significatives sur l'évolution de la situation financière et des performances du groupe Caisse régionale de Crédit Agricole Nord de France sont reproduites dans ces comptes semestriels.

De par leur nature, les évaluations nécessaires à l'établissement des comptes consolidés exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur. Les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations réalisées pour les instruments financiers évalués à leur juste valeur, les régimes de retraites et autres avantages sociaux, les moins-values durables, les dépréciations de créances irrécouvrables, les provisions, la dépréciation des écarts d'acquisition et les actifs d'impôts différés.

## 2. Périmètre de consolidation – parties liées

Le périmètre de consolidation au 30 juin 2008 est présenté de façon détaillée à la fin des notes annexes en note 8.

### 2.1. Evolutions du périmètre de consolidation de l'exercice

Le périmètre de consolidation au 30 juin 2008 n'a subi aucune évolution par rapport à l'exercice 2007.

### 2.2. Principales opérations externes réalisées au cours du semestre

La Caisse régionale de Crédit Agricole Nord de France a accordé diverses avances en compte courant à la SAS Rue la Boétie pour un montant global de 154 millions d'euros.

La SAS Rue la Boétie a versé un acompte sur dividende de 44,3 millions d'euros à la Caisse régionale de Crédit Agricole Nord de France.

Après capitalisation des intérêts de compte courant 2006 et 2007 et l'affectation de la quote part de résultat 2007, le montant de l'avance en compte courant accordé à la SCI AGORA par la CRCAM Nord de France s'élève à 1,7 millions d'euros.

### 2.3. Les écarts d'acquisition

(en milliers d'euros)	31.12.2007	Augmentations (Acquisitions)	Diminutions (Cessions)	Pertes de valeur de la période	Ecart de conversion	Autres mvts	30.06.2008
<u>Valeur brute</u>							
SA Crédit Agricole de Belgique	42 422						42 422
SAS NDFI	8 930						8 930
SAS ARCADIM FUSION (1)	21 858						21 858
SA SEDAF (1)	38 917						38 917
<u>Cumul des pertes de valeur</u>							
SA Crédit Agricole de Belgique	- 615						- 615
<b>Valeur nette au bilan</b>	<b>111 512</b>						<b>111 512</b>

(1) en cours d'affectation dans le délai d'un an comme le permet la norme IAS 36

### 2.4. Parties liées

Sont décrites ci-après les transactions conclues avec les parties liées au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2008 :

- la CRCAM Nord de France a renforcé sa participation dans le capital de la société Participex pour un montant de 136 milliers d'euros portant sa détention à 87,96 %
- la CRCAM Nord de France a participé à l'augmentation de capital de la SAS Nord de France Immobilier à hauteur de 29,97 millions d'euros par apport de 10,82 millions d'euros en numéraire et 19,15 millions par incorporation de son compte courant
- la CRCAM Nord de France a accordé une nouvelle avance en compte courant à la SCI Quartz pour 300 milliers d'euros, les intérêts de l'année 2007 d'un montant de 794 milliers d'euros ont été capitalisés. Le solde du compte courant au 30/06/2008 est ainsi de 20,68 millions d'euros
- les intérêts 2007 de l'avance en compte courant accordée à la SCI Crystal, d'un montant de 1,08 millions d'euros, ont été capitalisés. Le solde du compte courant au 30/06/2008 est ainsi de 27,3 millions d'euros
- la société VAUBAN FINANCE a versé un dividende de 343 milliers d'euros à la Caisse régionale de Crédit Agricole Nord de France

### 3. Notes relatives au compte de résultat

#### 3.1. Produits et Charges d'intérêts

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>30.06.2008</b>	<b>31.12.2007</b>	<b>30.06.2007</b>
Sur opérations avec les établissements de crédit	11 677	14 639	5 965
Sur opérations internes au Crédit Agricole	12 757	50 031	36 968
Sur opérations avec la clientèle	403 826	736 023	352 507
Intérêts courus et échus sur actifs financiers disponibles à la vente	13 857	26 950	12 968
Intérêts courus et échus sur actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	5 018	13 042	7 223
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	80 019	225 434	109 384
Sur opérations de location-financement	-60	278	
Autres intérêts et produits assimilés			-2 065
<b>Produits d'intérêts (1) (2)</b>	<b>527 094</b>	<b>1 066 397</b>	<b>522 950</b>
Sur opérations avec les établissements de crédit	- 7 277	- 12 299	- 4 639
Sur opérations internes au Crédit Agricole	- 220 106	- 378 241	- 173 963
Sur opérations avec la clientèle	- 47 364	- 52 752	- 21 625
Actifs financiers disponibles à la vente	- 3	- 62	- 19
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance			
Sur dettes représentées par un titre	- 40 240	- 106 126	- 59 985
Sur dettes subordonnées	- 7 837	- 15 560	- 6 756
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	- 71 183	- 199 206	- 98 216
Sur opérations de location-financement	- 189	- 546	- 257
Autres intérêts et charges assimilées			
<b>Charges d'intérêts</b>	<b>- 394 199</b>	<b>- 764 792</b>	<b>- 365 459</b>
(1) dont 6 553 milliers d'euros sur créances dépréciées individuellement			
(2) dont 3 461 milliers d'euros correspondant à des bonifications reçues de l'Etat			

### 3.2. Commissions nettes

<i>(en milliers d'euros)</i>	30.06.2008		
	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit	585	- 213	372
Sur opérations internes au Crédit Agricole	21 586	- 13 126	8 460
Sur opérations avec la clientèle	46 420		46 420
Sur opérations sur titres			
Sur opérations de change	60		60
Sur opérations sur instruments dérivés et autres opérations de hors bilan	6 770	- 893	5 877
Sur moyens de paiement et autres prestations de services bancaires et financiers	32 168	- 5 779	26 389
Gestion d'OPCVM, fiducie et activités analogues	12 790	- 830	11 960
<b>Produits nets des commissions</b>	<b>120 379</b>	<b>- 20 841</b>	<b>99 538</b>

<i>(en milliers d'euros)</i>	31.12.2007		
	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit	826	-353	473
Sur opérations internes au Crédit Agricole	42 325	-13 333	28 992
Sur opérations avec la clientèle	87 005	-56	86 949
Sur opérations sur titres			
Sur opérations de change	106		106
Sur opérations sur instruments dérivés et autres opérations de hors bilan	7 119	-1 500	5 619
Sur moyens de paiement et autres prestations de services bancaires et financiers	68 649	-13 491	55 158
Gestion d'OPCVM, fiducie et activités analogues	26 790	-1 966	24 825
<b>Produits nets des commissions</b>	<b>232 820</b>	<b>-30 699</b>	<b>202 121</b>

<i>(en milliers d'euros)</i>	30.06.2007		
	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit	436	-168	268
Sur opérations internes au Crédit Agricole	20 262	-5 479	14 783
Sur opérations avec la clientèle	42 703	-56	42 647
Sur opérations sur titres			0
Sur opérations de change	49		49
Sur opérations sur instruments dérivés et autres opérations de hors bilan	3 472	-780	2 692
Sur moyens de paiement et autres prestations de services bancaires et financiers	22 758	-1 094	21 664
Gestion d'OPCVM, fiducie et activités analogues	25 703	-6 987	18 716
<b>Produits nets des commissions</b>	<b>115 383</b>	<b>-14 564</b>	<b>100 819</b>

### 3.3. Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

(en milliers d'euros)	30.06.2008	31.12.2007	30.06.2007
Dividendes reçus			
Plus ou moins values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat par nature	110 416	- 28 848	- 53 858 (1)
Plus ou moins values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat par option	-12 679	11 213	
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés (hors résultat des couvertures d'investissements nets des activités à l'étranger)	636	1 781	901
Résultat de la comptabilité de couverture	5 028	5 308	-16 537
<b>Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat</b>	<b>103 401</b>	<b>- 10 546</b>	<b>- 69 494</b>

(1) ventilation par nature / par option non disponible

#### Profit net ou perte nette résultant de la comptabilité de couverture

Le résultat de la comptabilité de couverture se décompose comme suit :

(en milliers d'euros)	30.06.2008		
	Profits	Pertes	Net
<b>Couvertures de juste valeur</b>	<b>17 665</b>	<b>-17 769</b>	<b>-104</b>
Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts	7 998	-12 567	- 4569
Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couvertures)	9 667	-5 202	4 465
<b>Couvertures de flux de trésorerie</b>			
Variations de juste valeur des dérivés de couverture – partie inefficace			
<b>Couvertures d'investissements nets dans une activité à l'étranger</b>	<b>81</b>	<b>-81</b>	<b>0</b>
Variations de juste valeur des dérivés de couverture – partie inefficace	81	-81	0
<b>COUVERTURES DE LA JUSTE VALEUR DE L'EXPOSITION AU RISQUE DE TAUX D'INTERET D'UN PORTEFEUILLE D'INSTRUMENTS FINANCIERS</b>	<b>48 741</b>	<b>-43 609</b>	<b>5 132</b>
Variations de juste valeur des éléments couverts	13 930		13 930
Variations de juste valeur des dérivés de couverture	34 811	-43 609	-8 798
<b>COUVERTURES DE L'EXPOSITION DES FLUX DE TRESORERIE D'UN PORTEFEUILLE D'INSTRUMENTS FINANCIERS AU RISQUE DE TAUX D'INTERET</b>			
Variations de juste valeur de l'instrument de couverture – partie inefficace			
<b>CESSATION DE LA COMPTABILITE DE COUVERTURE DANS LE CAS D'UNE COUVERTURE DE FLUX DE TRESORERIE</b>			
<b>Total Résultat de la comptabilité de couverture</b>	<b>66 487</b>	<b>-61 459</b>	<b>5 028</b>

<i>(en milliers d'euros)</i>	31.12.2007		
	Profits	Pertes	Net
<b>Couvertures de juste valeur</b>	<b>13 668</b>	<b>- 13 627</b>	<b>41</b>
Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts	5 430	- 9 294	- 3 864
Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couvertures)	8 238	- 4 333	3 905
<b>Couvertures de flux de trésorerie</b>			
Variations de juste valeur des dérivés de couverture – partie inefficace			
<b>Couvertures d'investissements nets dans une activité à l'étranger</b>	<b>490</b>	<b>- 565</b>	<b>- 75</b>
Variations de juste valeur des dérivés de couverture – partie inefficace	490	- 565	- 75
<b>COUVERTURES DE LA JUSTE VALEUR DE L'EXPOSITION AU RISQUE DE TAUX D'INTERET D'UN PORTEFEUILLE D'INSTRUMENTS FINANCIERS</b>	<b>71 359</b>	<b>- 66 017</b>	<b>5 342</b>
Variations de juste valeur des éléments couverts	19 456		19 456
Variations de juste valeur des dérivés de couverture	51 903	- 66 017	- 14 114
<b>COUVERTURES DE L'EXPOSITION DES FLUX DE TRESORERIE D'UN PORTEFEUILLE D'INSTRUMENTS FINANCIERS AU RISQUE DE TAUX D'INTERET</b>			
Variations de juste valeur de l'instrument de couverture – partie inefficace			
<b>CESSATION DE LA COMPTABILITE DE COUVERTURE DANS LE CAS D'UNE COUVERTURE DE FLUX DE TRESORERIE</b>			
<b>Total Résultat de la comptabilité de couverture</b>	<b>85 517</b>	<b>- 80 209</b>	<b>5 308</b>

<i>(en milliers d'euros)</i>	30.06.2007		
	Profits	Pertes	Net
<b>Couvertures de juste valeur</b>	<b>12 323</b>	<b>-12 307</b>	<b>16</b>
Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts	4 474	-12 307	-7 833
Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couvertures)	7 849		7 849
<b>Couvertures de flux de trésorerie</b>			
Variations de juste valeur des dérivés de couverture – partie inefficace			
<b>Couvertures d'investissements nets dans une activité à l'étranger</b>	<b>189</b>	<b>-235</b>	<b>-46</b>
Variations de juste valeur des dérivés de couverture – partie inefficace	189	-235	-46
<b>COUVERTURES DE LA JUSTE VALEUR DE L'EXPOSITION AU RISQUE DE TAUX D'INTERET D'UN PORTEFEUILLE D'INSTRUMENTS FINANCIERS</b>	<b>45 175</b>	<b>-61 682</b>	<b>-16 507</b>
Variations de juste valeur des éléments couverts	30 892		30 892
Variations de juste valeur des dérivés de couverture	14 283	-61 682	-47 399
<b>COUVERTURES DE L'EXPOSITION DES FLUX DE TRESORERIE D'UN PORTEFEUILLE D'INSTRUMENTS FINANCIERS AU RISQUE DE TAUX D'INTERET</b>			
Variations de juste valeur de l'instrument de couverture – partie inefficace			
<b>CESSATION DE LA COMPTABILITE DE COUVERTURE DANS LE CAS D'UNE COUVERTURE DE FLUX DE TRESORERIE</b>			
<b>Total Résultat de la comptabilité de couverture</b>	<b>57 687</b>	<b>-74 224</b>	<b>-16 537</b>

### 3.4. Gains ou pertes nets sur Actifs financiers disponibles à la vente

(en milliers d'euros)	30.06.2008	31.12.2007	30.06.2007
Dividendes reçus	46 835	47 463	46 684
Plus ou moins values de cession réalisées sur actifs financiers disponibles à la vente	17 917	52 948	43 008
Pertes sur titres dépréciés durablement (titres à revenu variable)	-50	-364	- 36
Plus ou moins values de cession réalisées sur actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance et sur prêts et créances	337	16	16
<b>Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente</b>	<b>65 039</b>	<b>100 063</b>	<b>89 672</b>

### 3.5. Produits et charges nets des autres activités

(en milliers d'euros)	30.06.2008	31.12.2007	30.06.2007
Gains ou pertes sur immobilisations hors exploitation	30	77	
Participation aux résultats des assurés bénéficiaires de contrats d'assurance			
Autres produits nets de l'activité d'assurance	31 579	24 338	30 427
Variation des provisions techniques des contrats d'assurance	- 23 351	-9 335	- 27 254
Produits nets des immeubles de placement	- 2 254	-2 503	- 1 110
Autres produits (charges) nets	45 698	81 577	29 399
<b>Produits (charges) des autres activités</b>	<b>51 702</b>	<b>94 154</b>	<b>31 462</b>

### 3.6. Charges générales d'exploitation

(en milliers d'euros)	30.06.2008	31.12.2007	30.06.2007
Charges de personnel	104 265	188 267	95 374
Impôts et taxes	6 848	10 472	4 788
Services extérieurs et autres charges	71 846	136 594	65 000
<b>Charges générales d'exploitation</b>	<b>182 959</b>	<b>335 333</b>	<b>165 162</b>

#### Détail des charges de personnel

(en millions d'euros)	30.06.2008	31.12.2007	30.06.2007
Salaires et traitements	57 289	102 115	50 253
Cotisation au titre des retraites (régimes à cotisations définies)	4 665	8 711	4 385
Cotisation au titre des retraites (régimes à prestations définies)	1 829	3 366	1 631
Autres charges sociales	19 717	38 551	17 800
Intéressement et participation	15 420	24 442	15 837
Impôts et taxes sur rémunération	5 345	11 082	5 468
<b>Total charges de personnel</b>	<b>104 265</b>	<b>188 267</b>	<b>95 374</b>

### 3.7. Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles

(en milliers d'euros)	30.06.2008	31.12.2007	30.06.2007
<b>Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation</b>			
Dotations aux amortissements	10 506	21 755	8 882
Dotations aux dépréciations			
<b>Total</b>	<b>10 506</b>	<b>21 755</b>	<b>8 882</b>

### 3.8. Coût du risque

(en milliers d'euros)	30.06.2008	31.12.2007	30.06.2007
<b>Dotations aux provisions et aux dépréciations</b>	<b>-39 626</b>	<b>-72 048</b>	<b>- 36 337</b>
Actifs financiers disponibles à la vente			
Prêts et créances	-35 079	-60 580	-35 726
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance			
Autres actifs	-162	-213	
Engagements par signature	-3 906	-8 213	
Risques	-479	-3 042	-611
<b>Reprises de provisions et de dépréciations</b>	<b>38 108</b>	<b>50 397</b>	<b>36 939</b>
Actifs financiers disponibles à la vente		1	
Prêts et créances	27 911	43 627	36 683
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance			
Autres actifs	127	268	
Engagements par signature	7 576	6 058	
Risques	2 494	443	256
<b>Dotations nettes de reprises des dépréciations et provisions</b>	<b>-1 518</b>	<b>-21 651</b>	<b>602</b>
Plus ou moins values de cession réalisées sur actifs financiers disponibles à la vente			- 3
Pertes /prêts et créances irrécouvrables non dépréciés	-1 508	-8 278	- 7 846
Récupérations sur prêts et créances amorties	977	1 874	754
Pertes /Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance			
Décote sur crédits restructurés	-342	-1 233	- 665
Pertes sur engagements par signature			
Autres pertes			
<b>Coût du risque</b>	<b>-2 391</b>	<b>-29 288</b>	<b>- 7 158</b>

### 3.9. Gains ou pertes nets sur autres actifs

<i>(en milliers d'euros)</i>	30.06.2008	31.12.2007	30.06.2007
<b>Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation</b>	<b>1 447</b>	<b>3 097</b>	<b>213</b>
Plus-values de cession	1 531	3 101	213
Moins-values de cession	-84	- 4	
<b>Titres de capitaux propres consolidés</b>			
Plus-values de cession			
Moins-values de cession			
<b>Gains ou pertes sur autres actifs</b>	<b>1 447</b>	<b>3 097</b>	<b>213</b>

### 3.10. Impôts

#### Charge d'impôt :

<i>(en milliers d'euros)</i>	30.06.2008	31.12.2007	30.06.2007
Charge d'impôt courant	- 38 542	- 85 960	- 55 187
Charge d'impôt différé	- 38 535	- 2 076	25 112
<b>Charge d'impôt de la période</b>	<b>- 77 077</b>	<b>- 88 036</b>	<b>- 30 075</b>

#### Réconciliation du taux d'impôt théorique avec le taux d'impôt constaté

<i>(en milliers d'euros)</i>	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisitions et résultats des sociétés mises en équivalence	255 356	34,43%	- 87 919
Effet des différences permanentes			13 720
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères			53
Effet du régime d'exonération des sociétés de capital risque			- 431
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires			- 246
Effet de l'imposition à taux réduit			1 381
Impôt sur intérêts minoritaires			- 967
Effet des autres éléments			- 2 668
<b>Taux et charge effectif d'impôt</b>		<b>30,18%</b>	<b>- 77 077</b>

#### 4. Informations sectorielles

##### Information sectorielle par pôles d'activité

Les transactions entre les pôles d'activité sont conclues à des conditions de marché.

(en milliers d'euros)	30.06.2008	31.12.2007	30.06.2007
	Banque de proximité	Banque de proximité	Banque de proximité
<b>Produit net bancaire</b>	<b>452 575</b>	<b>687 397</b>	<b>309 951</b>
Charges de fonctionnement	-193 465	- 357 088	- 174 044
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>259 110</b>	<b>330 309</b>	<b>135 907</b>
Coût du risque	-2 391	- 29 288	- 7 158
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>256 719</b>	<b>301 021</b>	<b>128 749</b>
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	1 081	3 142	2 256
Gains ou pertes nets sur autres actifs	1 447	3 097	213
Variation de valeur des écarts d'acquisition		39	33
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>259 247</b>	<b>307 299</b>	<b>131 251</b>
Impôts sur les bénéfices	- 77 077	- 88 036	- 30 075
Gains ou pertes nets des activités arrêtées			
<b>Résultat net</b>	<b>182 170</b>	<b>219 263</b>	<b>101 176</b>
Intérêts minoritaires	2 810	5 497	1 553
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>179 360</b>	<b>213 766</b>	<b>99 623</b>

Au 30 juin 2008, la part des activités assurances dans le résultat représente 2,3 millions d'euros.

## 5. Notes relatives au bilan au 30 juin 2008

### 5.1. Actifs et Passifs financiers à la juste valeur par résultat

#### Actifs financiers à la juste valeur par résultat

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>30.06.2008</b>	<b>31.12.2007</b>
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	108 036	73 076
Actifs financiers à la Juste Valeur par résultat sur option	76 521	97 384
<b>Juste valeur au bilan</b>	<b>184 557</b>	<b>170 460</b>
<i>Dont Titres prêtés</i>		

#### Actifs financiers détenus à des fins de transaction

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>30.06.2008</b>	<b>31.12.2007</b>
Créances sur les établissements de crédit		
Créances sur la clientèle		
Titres reçus en pension livrée		
Titres détenus à des fins de transaction	4 323	4 338
- Effets publics et valeurs assimilées		
- Obligations et autres titres à revenu fixe		
- Actions et autres titres à revenu variable		
Instruments dérivés	103 713	68 738
<b>Juste valeur au bilan</b>	<b>108 036</b>	<b>73 076</b>

#### Actifs financiers à la Juste Valeur par résultat sur option

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>30.06.2008</b>	<b>31.12.2007</b>
Créances sur les établissements de crédit		
Créances sur la clientèle		
Actifs représentatifs de contrats en unités de comptes		
Valeurs reçues en pension		
Titres reçus en pension livrée		
Titres détenus à des fins de transaction		
- Effets publics et valeurs assimilées		
- Obligations et autres titres à revenu fixe	29 934	32 862
- Actions et autres titres à revenu variable	46 587	64 522
Créances rattachées		
<b>Juste valeur au bilan</b>	<b>76 521</b>	<b>97 384</b>

### Passifs financiers à la juste valeur par résultat

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>30.06.2008</b>	<b>31.12.2007</b>
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	70 923	76 182
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	321 868	444 016
<b>Juste valeur au bilan</b>	<b>392 791</b>	<b>520 198</b>

### Passifs financiers détenus à des fins de transaction

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>30.06.2008</b>	<b>31.12.2007</b>
Titres vendus à découvert		
Dettes représentées par un titre		
Titres donnés en pension livrée		
Dettes envers la clientèle		
Dettes envers les établissements de crédit		
Instruments dérivés	70 923	76 182
<b>Juste valeur au bilan</b>	<b>70 923</b>	<b>76 182</b>

### Passifs financiers à la Juste Valeur par résultat sur option

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>30.06.2008</b>		<b>31.12.2007</b>	
	<b>Juste valeur au bilan</b>	<b>Différence entre valeur comptable et montant dû à l'échéance</b>	<b>Juste valeur au bilan</b>	<b>Différence entre valeur comptable et montant dû à l'échéance</b>
Dépôts d'établissements de crédit				
Autres dépôts				
Titres de dette				
Passifs subordonnés	321 868	8 132	444 016	15 984
Autres passifs financiers				
<b>Total</b>	<b>321 868</b>	<b>8 132</b>	<b>444 016</b>	<b>15 984</b>

## 5.2. Gains et pertes latents sur actifs financiers disponibles à la vente

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>30.06.2008</b>			<b>31.12.2007</b>
	<b>Juste valeur</b>	<b>Gains latents</b>	<b>Pertes latentes</b>	<b>Juste valeur</b>
Effets publics et valeurs assimilées	172 374	180	5 148	253 041
Obligations et autres titres à revenu fixe	956 143	38 752	46 273	1 241 544
Actions et autres titres à revenu variable	74 717	7 072	356	9 958
Titres de participation non consolidés	715 852	60 114	2 958	1 056 923
Créances disponibles à la vente				
Créances rattachées	8 887			7 857
<b>Valeur au bilan des actifs financiers disponibles à la vente</b>	<b>1 927 973</b>	<b>106 118</b>	<b>54 735</b>	<b>2 569 323</b>
<b>Impôts différés</b>		<b>16 095</b>	<b>17 195</b>	
<b>Gains et pertes latents sur actifs financiers disponibles à la vente (net IS)</b>		<b>90 023</b>	<b>37 540</b>	

### 5.3. Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle

#### Prêts et créances sur les établissements de crédit

(en milliers d'euros)	30.06.2008	31.12.2007
Etablissements de crédit		
Comptes et prêts	616 034	354 177
dont comptes ordinaires débiteurs sains	284 372	104 413
dont comptes et prêts au jour le jour sains	331 662	249 764
Valeurs reçues en pension		
Titres reçus en pension livrée		
Prêts subordonnés	2 038	2 038
Autres prêts et créances		
<b>Total</b>	<b>618 072</b>	<b>356 215</b>
<b>Créances rattachées</b>	<b>1 978</b>	<b>2 212</b>
<b>Dépréciations</b>		
<b>Valeur nette</b>	<b>620 050</b>	<b>358 427</b>
Opérations internes au Crédit Agricole		
Comptes ordinaires	44 616	30 772
Comptes et avances à terme	537 877	303 291
Prêts subordonnés		
<b>Total</b>	<b>582 493</b>	<b>334 063</b>
<b>Créances rattachées</b>	<b>9 552</b>	<b>3 057</b>
<b>Dépréciations</b>		
<b>Valeur nette</b>	<b>592 045</b>	<b>337 120</b>
<b>Valeur nette au bilan</b>	<b>1 212 095</b>	<b>695 547</b>

## Prêts et créances sur la clientèle

(en milliers d'euros)	30.06.2008	31.12.2007
<b>Opérations avec la clientèle</b>		
Créances commerciales	25 104	21 305
Autres concours à la clientèle	17 204 477	16 560 908
Titres reçus en pension livrée		
Prêts subordonnés	61 400	61 400
Titres non cotés sur un marché actif	4 719	4 589
Créances nées d'opérations d'assurance directe		
Créances nées d'opérations de réassurance		
Avances en comptes courants d'associés	234 928	61 945
Comptes ordinaires débiteurs	123 250	99 587
<b>Total</b>	<b>17 653 878</b>	<b>16 809 734</b>
<b>Créances rattachées</b>	<b>158 911</b>	<b>164 060</b>
<b>Dépréciations</b>	<b>-247 467</b>	<b>- 255 606</b>
<b>Valeurs nettes au bilan</b>	<b>17 565 322</b>	<b>16 718 188</b>
<b>Opérations de location financement</b>		
Location-financement immobilier		
Location-financement mobilier, location simple et opérations assimilées	38 903	37 156
<b>Total</b>	<b>38 903</b>	<b>37 156</b>
<b>Créances rattachées</b>	<b>1</b>	
<b>Dépréciations</b>	<b>-1 111</b>	<b>- 866</b>
<b>Valeurs nettes au bilan</b>	<b>37 793</b>	<b>36 290</b>
<b>Total</b>	<b>17 603 115</b>	<b>16 754 478</b>

## Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle par agent économique

(en milliers d'euros)	30.06.2008					Total
	Encours sains *	Encours douteux non compromis	dépréciations / encours douteux non compromis	Encours douteux compromis	dépréciations / encours douteux compromis	
Administrations centrales						
Institutions non établissements de crédit	1 734 460	1 252	-92			1 735 620
Etablissements de crédit	1 200 565					1 200 565
Grandes Entreprises	5 007 544	34 859	-15 899	43 070	-28 041	5 041 533
Clientèle de détail	10 665 253	95 664	-41 420	110 679	-62 578	10 767 598
<b>Total</b>	<b>17 407 257</b>	<b>131 775</b>	<b>-57 411</b>	<b>153 749</b>	<b>-90 619</b>	<b>18 745 316</b>
<b>Créances rattachées nettes</b>						111 841
<b>Provisions collectives</b>						-41 947
<b>Valeurs nettes au bilan</b>						<b>18 815 210</b>

\* dont actifs restructurés non dépréciés pour 21 287 milliers d'euros

(en milliers d'euros)	31.12.2007					
	Encours sains *	Encours douteux non compromis	dépréciations / encours douteux non compromis	Encours douteux compromis	dépréciations / encours douteux compromis	Total
Administrations centrales Institutions non établissements de crédit	1 536 611	291				1 536 902
Etablissements de crédit	690 278					690 278
Grandes Entreprises	4 761 786	33 474	-18 281	44 836	-33 454	4 788 361
Clientèle de détail	10 275 111	83 794	-38 621	110 987	-63 187	10 368 084
<b>Total</b>	<b>17 263 786</b>	<b>117 559</b>	<b>-56 902</b>	<b>155 823</b>	<b>-96 641</b>	<b>17 383 625</b>
<b>Créances rattachées nettes</b>						110 377
<b>Provisions collectives</b>						-43 977
<b>Valeurs nettes au bilan</b>						<b>17 450 025</b>

\* dont actifs restructurés non dépréciés pour 20 966 milliers d'euros

#### 5.4. Dépréciations inscrites en déduction d'actifs financiers

(en milliers d'euros)	31.12.2007	Variation de périmètre	Dotations	Reprises	Ecart de conversion	Autres mouvements	30.06.2008
<b>Créances sur établissements de crédit</b>							
<b>Créances clientèle</b>	255 606		40 645	-48 577		-208	247 466
<i>Dont provisions collectives</i>	43 977		1 117	-3 147			41 947
<b>Opérations de location financement</b>	866		189	60		-4	1 111
<b>Titres détenus jusqu'à l'échéance</b>							
<b>Actifs financiers disponibles à la vente</b>	4 180		50	-66			4 164
<b>Autres actifs financiers</b>	746		163	-127		-42	740
<b>Total des dépréciations d'actifs financiers</b>	<b>261 398</b>		<b>41 047</b>	<b>-48 710</b>		<b>-254</b>	<b>253 481</b>

## 5.5. Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle

### Dettes envers les établissements de crédit

(en milliers d'euros)	30.06.2008	31.12.2007
<b>Etablissements de crédit</b>		
Comptes et emprunts	279 517	239 295
dont comptes ordinaires créditeurs	1 423	378
dont comptes et emprunts au jour le jour	278 094	238 917
Valeurs données en pension		
Titres donnés en pension livrée		
<b>Total</b>	<b>279 517</b>	<b>239 295</b>
<b>Dettes rattachées</b>	<b>2 380</b>	<b>3 200</b>
<b>Valeur au bilan</b>	<b>281 897</b>	<b>242 495</b>
<b>Opérations internes au Crédit Agricole</b>		
Comptes ordinaires créditeurs	1 660 035	1 192 638
Comptes et avances à terme	9 190 645	9 013 007
<b>Total</b>	<b>10 850 680</b>	<b>10 205 645</b>
<b>Dettes rattachées</b>	<b>53 903</b>	<b>38 727</b>
<b>Valeur au bilan</b>	<b>10 904 583</b>	<b>10 244 372</b>
<b>Valeur au bilan des dettes envers les établissements de crédit</b>	<b>11 186 480</b>	<b>10 486 867</b>

### Dettes envers la clientèle

(en milliers d'euros)	30.06.2008	31.12.2007
Comptes ordinaires créditeurs	2 749 204	2 844 394
Comptes d'épargne à régime spécial	1 004 009	978 704
Autres dettes envers la clientèle	1 495 617	956 296
Titres donnés en pension livrée		
Dettes nées d'opérations d'assurance directe		
Dettes nées d'opérations de réassurance		
Dettes pour dépôts d'espèces reçus des cessionnaires et rétrocessionnaires en représentation d'engagements techniques		
<b>Total</b>	<b>5 248 830</b>	<b>4 779 394</b>
<b>Dettes rattachées</b>	<b>30 065</b>	<b>12 123</b>
<b>Valeur au bilan</b>	<b>5 278 895</b>	<b>4 791 517</b>

## 5.6. Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées

(en milliers d'euros)	30.06.2008	31.12.2007
<b>Dettes représentées par un titre</b>		
Bons de caisse	407 145	417 882
Titres du marché interbancaire		
Titres de créances négociables :		
. Émis en France	1 106 900	1 097 219
. Émis à l'étranger		
Emprunts obligataires		
Autres dettes représentées par un titre		
<b>Total</b>	<b>1 514 045</b>	<b>1 515 101</b>
<b>Dettes rattachées</b>	<b>21 179</b>	<b>16 335</b>
<b>Valeur au bilan</b>	<b>1 535 224</b>	<b>1 531 436</b>
<b>Dettes subordonnées</b>		
Dettes subordonnées à durée déterminée	352 836	354 946
Dettes subordonnées à durée indéterminée		
Dépôt de garantie à caractère mutuel		
Titres et emprunts participatifs		
<b>Total</b>	<b>352 836</b>	<b>354 946</b>
<b>Dettes rattachées</b>	<b>7 767</b>	<b>4 425</b>
<b>Valeur au bilan</b>	<b>360 603</b>	<b>359 371</b>

## 5.7. Immeubles de placement

(en milliers d'euros)	31.12.2007	Variations de périmètre	Augmentations (Acquisitions)	Diminutions (Cessions et échéances)	Ecart de conversion	Autres mouvements	Solde 30.06.2008
Immeubles de placement							
Valeur brute	109 149		1 418			- 158	110 409
Amortissements & dépréciations	- 13 278		- 2 254			319	- 15 213
<b>Valeur nette au bilan</b>	<b>95 871</b>		<b>- 836</b>			<b>161</b>	<b>95 196</b>

Y compris immeubles de placement donnés en location simple

## 5.8. Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition)

(en milliers d'euros)	31.12.2007	Variations de périmètre	Augmentations (Acquisitions, regroupements d'entreprises)	Diminutions (Cessions et échéances)	Ecart de conversion	Autres mouvements	Solde 30.06.2008
<b>Immobilisations corporelles d'exploitation</b>							
Valeur brute	335 253		25 018	- 29 643		- 3	330 625
Créances rattachées (1)							
Amortissements & Provisions (2)	- 182 213	- 10	- 9 843	18 114		20	- 173 932
<b>Valeur nette au bilan</b>	<b>153 040</b>	<b>- 10</b>	<b>15 175</b>	<b>- 11 529</b>		<b>17</b>	<b>156 693</b>
<b>Immobilisations incorporelles</b>							
Valeur brute	28 961		616	-92			29 485
Amortissements & dépréciations	- 27 422		- 663	92		- 2	- 27 995
<b>Valeur nette au bilan</b>	<b>1 539</b>		<b>- 47</b>	<b>0</b>		<b>- 2</b>	<b>1 490</b>
(1) loyers courus non échus sur les immobilisations données en location simple (2) y compris amortissements sur immobilisations données en location simple							

## 5.9. Ecarts d'acquisition

Le tableau détaillant ce poste est présenté dans le chapitre Périmètre de consolidation en note 2.3

## 5.10. Provisions

(en milliers d'euros)	31.12.2007	Variations de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres Mvts (b)	30.06.2008
Engagements sociaux (retraites) et assimilés (a)	15 652		427	- 391	- 193	- 23	15 472
Risques d'exécution des engagements par signature (1)	16 073		3 906	- 354	- 7 222		12 403
Risques fiscaux (2)	597		3 044	- 175	- 94	76	3 448
Risques sur les produits épargne logement	21 590		2 190				23 780
Risque opérationnel (3)	7 700		373		- 214		7 859
Litiges divers	11 650		5 585	- 29	- 2 665	- 857	13 684
Impôts différés (GIE Fiscaux)	50 066		6 621	- 223			56 464
Autres risques (4)	5 435		820	- 175	- 2 217	876	4 739
<b>Provisions</b>	<b>128 763</b>		<b>22 966</b>	<b>- 1 347</b>	<b>- 12 605</b>	<b>72</b>	<b>137 849</b>
(a) dont 14 061 k€ au titre des avantages postérieurs à l'emploi sur des régimes à prestations définies, dont 1 312 k€ au titre de la provision pour médailles du travail (b) en général, il s'agit de reclassements							

(1) Ces provisions sont constituées en couverture de risques d'exécution d'engagements de financement donnés, d'engagements de garantie donnés ou de risques sur autres engagements.

(2) Provisions couvrant des redressements fiscaux déjà notifiés.

(3) La provision pour risque opérationnel est destinée à couvrir les risques d'insuffisance de conception, d'organisation et de mise en œuvre de procédures d'enregistrement dans le système comptable et plus généralement dans les systèmes d'information de l'ensemble des événements relatifs aux opérations de l'établissement. Ces risques significatifs concernent notamment les traitements inhérents aux moyens de paiement.

(4) Chacune des provisions est évaluée après un examen attentif et individuel des risques de contreparties.

### Provision épargne logement :

#### Encours collectés au titre des comptes et plans d'épargne-logement sur la phase d'épargne

<i>(en milliers d'euros)</i>	30.06.2008	31.12.2007
<b>Plans d'épargne logement</b>		
Ancienneté de moins de 4 ans		
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	1 648 760	1 501 998
Ancienneté de plus de 10 ans	1 096 494	1 347 992
<b>Total plans d'épargne logement</b>	<b>2 745 254</b>	<b>2 849 990</b>
<b>Total comptes d'épargne logement</b>	<b>464 830</b>	<b>462 788</b>
<b>Total encours collectés au titre des contrats épargne logement</b>	<b>3 210 084</b>	<b>3 312 778</b>

L'ancienneté est déterminée par rapport à la date de milieu d'existence de la génération des plans à laquelle ils appartiennent.

Les encours de collecte sont des encours sur base d'inventaire à fin mai 2008 et hors prime d'état

#### Encours de crédits octroyés au titre des comptes et plans d'épargne-logement

<i>(en milliers d'euros)</i>	30.06.2008	31.12.2007
<b>Plans d'épargne logement</b>	39 484	42 427
<b>Comptes d'épargne logement</b>	128 351	127 602
<b>Total encours de crédits en vie octroyés au titre des contrats épargne logement</b>	<b>167 835</b>	<b>170 029</b>

#### Provision au titre des comptes et plans d'épargne-logement

<i>(en milliers d'euros)</i>	30.06.2008	31.12.2007
<b>Plans d'épargne logement</b>		
Ancienneté de moins de 4 ans		
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	5 910	3 460
Ancienneté de plus de 10 ans	5 110	6 420
<b>Total plans d'épargne logement</b>	<b>11 020</b>	<b>9 880</b>
<b>Total comptes d'épargne logement</b>	<b>12 760</b>	<b>11 710</b>
<b>Total provision au titre des contrats épargne logement</b>	<b>23 780</b>	<b>21 590</b>

L'ancienneté est déterminée par rapport à la date de milieu d'existence de la génération des plans à laquelle ils appartiennent

## 5.11 Capitaux propres

### ➤ Composition du capital au 30 juin 2008

Au 30 juin 2008, la répartition du capital et des droits de vote était la suivante :

Répartition du capital de la Caisse régionale	Titres au 01.01.2008	Titres émis	Titres remboursés	Titres au 30.06.2008	Droits de vote
<b>Certificats Coopératifs d'investissements (CCI)</b>	<b>15 421 985</b>			<b>15 883 673</b>	
Dont part du Public	15 421 985	461 688		15 883 673	
Dont part Crédit Agricole S.A.					
Dont part auto détenue					
<b>Certificats Coopératifs d'associés (CCA)</b>	<b>14 300 815</b>			<b>14 300 815</b>	
Dont part du Public					
Dont part Crédit Agricole S.A.	14 300 815			14 300 815	
<b>Parts sociales</b>	<b>26 730 915</b>			<b>26 730 915</b>	
Dont 63 Caisses Locales	26 730 450			26 730 450	95,09%
Dont 26 administrateurs de la CR	455			455	4,12%
Dont Crédit Agricole S.A.	10			10	0,79%
<b>Total</b>	<b>56 453 715</b>	<b>461 688</b>		<b>56 915 403</b>	<b>100%</b>

La valeur nominale des actions est de 3,05 euros et le montant du capital est 173 592 milliers d'euros. Ces actions sont entièrement libérées.

### ➤ Résultat par action

Les capitaux propres de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Nord de France sont composés de parts sociales, de CCI et de CCA.

Conformément aux dispositions de l'article 14 de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 relative au statut de la coopération, la rémunération des parts sociales est au plus égale au taux moyen de rendement des obligations des sociétés privées publiées par le ministre chargé de l'économie.

La rémunération des CCI et CCA est quant à elle fixée annuellement par l'assemblée générale des sociétaires et doit être au moins égale à celle des parts sociales.

Par conséquent, du fait des particularités liées au statut des sociétés coopératives à capital variable portant tant sur la composition des capitaux propres qu'aux caractéristiques de leur rémunération, les dispositions de la norme IAS 33 relative à la communication du résultat par action, sont inappropriées.

### ➤ Distribution

Les montants relatifs aux distributions figurent dans le tableau de variation des capitaux propres.

Au titre de l'exercice 2007, l'Assemblée générale de la Caisse Régionale Nord de France a approuvé le versement d'un dividende net par action de 1,15 euros.

(en euros)	2003	2004	2005	2006	2007
Dividende net par action	3.60	4.00	0.85	0.94	1.15
Dividende global	20 943 132	23 270 148	24 524 531	27 634 459	34 181 219

## **6. Engagements de financement et de garantie**

<i>En milliers d'euros</i>	<b>30.06.2008</b>	<b>31.12.2007</b>
<b>Engagements donnés</b>		
<b>Engagements de financement</b>	<b>3 832 980</b>	<b>3 620 550</b>
. Engagements en faveur d'établissements de crédit	4 500	28 795
. Engagements en faveur de la clientèle	3 828 480	3 591 755
Ouverture de crédits confirmés	2 457 936	2 856 238
- Ouverture de crédits documentaires	18 586	14 528
- Autres ouvertures de crédits confirmés	2 439 350	2 841 710
Autres engagements en faveur de la clientèle	1 370 544	735 517
<b>Engagements de garantie</b>	<b>597 091</b>	<b>489 164</b>
. Engagements d'ordre d'établissement de crédit		
<i>Confirmations d'ouverture de crédits documentaires</i>		
<i>Autres garanties</i>		
. Engagements d'ordre de la clientèle	597 091	489 164
<i>Cautions immobilières</i>	197 088	221 832
<i>Garanties financières</i>	144 460	117 289
<i>Autres garanties d'ordre de la clientèle</i>	255 543	150 043
<b>Engagements reçus</b>		
<b>Engagements de financement</b>	<b>70 901</b>	<b>11 942</b>
. Engagements reçus d'établissements de crédit	70 901	11 942
. Engagements reçus de la clientèle		
<b>Engagements de garantie</b>	<b>3 027 459</b>	<b>3 026 882</b>
. Engagements reçus d'établissements de crédit	383 773	510 345
. Engagements reçus de la clientèle	2 643 686	2 516 537
Garanties reçues des administrations publiques et assimilées	355 135	406 262
Autres garanties reçues	2 288 551	2 110 275

## **7. Événements postérieurs à fin de la période intermédiaire**

Aucun évènement postérieur significatif n'est à signaler.

## 8. Périmètre de consolidation au 30 juin 2008

### La Caisse Régionale de Crédit Agricole Nord de France

Adresse	Président
10, avenue Foch	59020 Lille
	Paul BERNARD

#### Les Caisses Locales :

Méthode de consolidation : intégration globale

Caisses Locales	Adresse	Ville	Présidents
AIRE	1/5, Rue d'Arras	62922 AIRE SUR LA LYS	ALLOUCHERY Daniel
ARLEUX	34, rue Fily	59151 ARLEUX	MASCAUX Henri
ARMENTIERES	32, place Saint Vaast	59280 ARMENTIERES	LESCAILLET Louis
ARRAS	19, Grand Place	62000 ARRAS	TRIPLET Hubert
AUBERCHICOURT	7, place Jean Jaurès	59580 ANICHE	VANDEBUSSCHE Pierre
AUBIGNY	1, Place du Manoir	62690 AUBIGNY EN ARTOIS	LHERBIER Maurice
AUDRUICQ	9, Place Belle Roze	62610 ARDRES	ADAM Michel
AULNOYE	17, rue Jean Jaurès	59620 AULNOYE	LAFFINEUR Anne
AVESNES	77, Grand Rue	62810 AVESNES LE COMTE	MARTIN Guy
AVESNES/HELPE	4, rue Vauban	59440 AVESNES/HELPE	ROSELEUR Jean-Pierre
BAILLEUL	16, rue d'Ypres	59270 BAILLEUL	ASSEMAN Philippe
BAPAUME	16, Route de Douai	62450 BAPAUME	TRUFFAUX Philippe
BAVAY	40, rue Pierre Mathieu	59570 BAVAY	CABARET Michel
BERGUES	26, rue Nationale	59380 BERGUES	BRYGO Bernard
BETHUNE	159, Place du Maréchal Joffre	62401 BETHUNE	DURIEZ Pierre
BONDUES/MARCQ	1906, avenue De Gaulle	59910 BONDUES	PACORY Bernard
BOUCHAIN	26, esplanade Ch. de Gaulle	59111 BOUCHAIN	HOUDART Henri
BOULOGNE/MER	83 à 85, Bd Mariette	62 200 BOULOGNE/MER	PARENTY Daniel
BOURBOURG	13, rue Pasteur	59630 BOURBOURG	DAMBRE Jacques
BRUAY	76, Rue Jules Guesde	62700 BRUAY	RAOULT Jean-Marie
BUCQUOY	18, Grand Place	62760 PAS EN ARTOIS	CARON Pierre-Yves
CALAIS	77, Bd Lafayette	62102 CALAIS	CALAIS Patrice
CAMBRAI	27, rue de Nice	59400 CAMBRAI	FONTAINE Henri
CARNIERES	9, rue Karl Marx	59129 AVESNES lez AUBERT	DENEUBOURG Jean-Marie
CASSEL	61, rue Moeneclay	59670 CASSEL	FRANCHOIS Emmanuel
CLARY	11, rue Gambetta	59540 CAUDRY	GAVE Philippe
CONDE/ESCAUT	47, rue Gambetta	59163 CONDE/ESCAUT	DUBRULLE José
CYSOING	42, rue Léon Gambetta	59830 CYSOING	LEMAIRE Paul
DESVRES	10, Rue des Potiers	62240 DESVRES	PENIGUEL Christian
DOUAI	179, rue de Paris	59505 DOUAI	VION Marie-Madeleine
FREVENT	2, place Jean Jaurès	62270 FREVENT	DUCROQUET Thierry
GUINES	29, Rue G Clémenceau	62340 GUINES	CALAIS Thierry
HAUT PAYS	25, Place Jean Jaurès	62380 LUMBRES	ROLIN Stéphane
HAZEBROUCK	5, rue de l'Eglise	59190 HAZEBROUCK	WYCKAERT Jacques
HENIN	16, Rue du 8 mai	62200 CARVIN	LOBRY Jean-Pierre
HESDIN	1, Place d'Armes	62140 HESDIN	FIOLET Michele
LA BASSEE	5, rue du Général Leclercq	59480 LA BASSEE	DELMAERE Marc

Caisses Locales	Adresse	Ville	Présidents
LE CATEAU	36/38, rue Jean-Jaurès	59360 LE CATEAU	LESAGE Jean-Luc
LE QUESNOY	8/12, rue Henri Weibel	59530 LE QUESNOY	CAFFIERI Maurice
LENS	27, Rue René Lannoy	62301 LENS	CANEL Michel
LILLE	44 à 46, rue Nationale	59800 LILLE	LEFEBVRE Didier
LILLERS	9, Rue du Commerce	62190 LILLERS	LECLERCQ Alain
MARCHIENNES	41, rue Pasteur	59490 SOMAIN	DERAM Michel
MARCOING	15, rue de la République	59159 MARCOING	COLAR Pierre-Yves
MARQUISE	12, Rue Pasteur	62250 MARQUISE	TETTART Philippe
MAUBEUGE	40, avenue de France	59600 MAUBEUGE	CATON Daniel
MERVILLE	11, rue des Capucins	59660 MERVILLE	DELASSUS Julien
MONTREUIL	32, Place du Gal de Gaulle	62170 MONTREUIL	DEBRUYNE Etienne
ORCHIES	1, place Léon Gambetta	59310 ORCHIES	DEBAERE André
PERNES	29, Grand Place	62550 PERNES	BLANCKAERT Jean-Pierre
PONT A MARCQ	102, rue nationale	59710 PONT A MARCQ	SPRIET Thérèse
QUESNOY/DEULE	3, rue du Général Leclercq	59890 QUESNOY/DEULE	CATRY Albert
SAINT AMAND LES EAUX	34, rue d'Orchies	59230 ST AMAND les EAUX	PRUVOT Alfred
SAINT POL	4, Place Verdun	62130 SAINT POL	GOSSE DE GORRE Bertrand
SAINT-OMER	26, Place Foch	62502 SAINT-OMER	PRUVOST André
SECLIN	31, place du Gal de Gaulle	59113 SECLIN	COLLETTE Yves
SOLESMES	53, rue de la République	59730 SOLESMES	POTTIER Jean-Pierre
STEENVOORDE	33, place Norbert Segard	59114 STEENVOORDE	DECLERCK Jean-Claude
TRELON	7/9, rue Saint-Louis	59610 FOURMIES	BERTRAND Gérard
VALENCIENNES	15, avenue d'Amsterdam	59300 VALENCIENNES	CATTIAU Jean-Claude
VILLENEUVE D'ASCQ	30, Bd du Comte Montalembert	59650 VILLENEUVE d'ASCQ	BRABANT Hervé
WATTRELOS	40, rue Carnot	59150 WATTRELOS	DUHIN Gérard
WORMHOUT	42, place du Gal de Gaulle	59470 WORMHOUT	BAILLIE Claire

### SAS Belgium CA

Méthode de consolidation : intégration proportionnelle

Adresse		% de contrôle	% d'intérêt
10 avenue Foch	59020 Lille	45,0% en 2008 45,0% en 2007	45,0% en 2008 45,0% en 2007

### SA Crédit Agricole de Belgique

Méthode de consolidation : intégration proportionnelle

Adresse		% de contrôle	% d'intérêt
Boulevard Sylvain Dupuis, 251	1070 Bruxelles	22,5% en 2008 22,5% en 2007	30% en 2008 30% en 2007

### SA MRA

Méthode de consolidation : intégration globale

Adresse		% de contrôle	% d'intérêt
10 avenue Foch	59020 Lille	77,5% en 2008 77,5% en 2007	77,5% en 2008 77,5% en 2007

**SCI Euralliance Europe**

Méthode de consolidation : intégration globale

Adresse		% de contrôle	% d'intérêt
10 avenue Foch	59020 Lille	99,9% en 2008 99,9% en 2007	99,9% en 2008 99,9% en 2007

**SCI CRYSTAL Europe**

Méthode de consolidation : intégration globale

Adresse		% de contrôle	% d'intérêt
10 avenue Foch	59020 Lille	100% en 2008 100% en 2007	98,9% en 2008 98,9% en 2007

**SCI QUARTZ Europe**

Méthode de consolidation : intégration globale

Adresse		% de contrôle	% d'intérêt
10 avenue Foch	59020 Lille	100% en 2008 100% en 2007	98,9% en 2008 98,9% en 2007

**SAS IMM NORD**

Méthode de consolidation : intégration globale

Adresse		% de contrôle	% d'intérêt
24/26 Boulevard Carnot	59000 Lille	100% en 2008 100% en 2007	100% en 2008 100% en 2007

**SAS NORD DE FRANCE IMMOBILIER (ex- SAS JPF)**

Méthode de consolidation : intégration globale

Adresse		% de contrôle	% d'intérêt
24/26 Boulevard Carnot	59000 Lille	100% en 2008 100% en 2007	100% en 2008 100% en 2007

**SARL CARYATIDES Finance**

Méthode de consolidation : intégration globale

Adresse		% de contrôle	% d'intérêt
24/26 Boulevard Carnot	59000 Lille	88% en 2008 88% en 2007	88% en 2008 88% en 2007

**SAS ARCADIM Fusion**

Méthode de consolidation : intégration globale

Adresse		% de contrôle	% d'intérêt
128 rue Solferino	59000 Lille	65% en 2008 65% en 2007	65% en 2008 65% en 2007

**SA SEDAF**

Méthode de consolidation : intégration globale

Adresse		% de contrôle	% d'intérêt
330 avenue de Brigode	59650 Villeneuve d'Ascq	99,9% en 2008 99,9% en 2007	99,9% en 2008 99,9% en 2007

### SA PARTICIPEX

Méthode de consolidation : intégration globale

Adresse	% de contrôle	% d'intérêt
Palais de la Bourse – Place du théâtre 59000 Lille	87,9% en 2008 87,2% en 2007	87,9% en 2008 87,6% en 2007

### Vauban Finance

Méthode de consolidation : mise en équivalence

Adresse	% de contrôle	% d'intérêt
15 avenue Victor Hugo 75116 Paris	35,7% en 2008 35,7% en 2007	35,7% en 2008 35,7% en 2007

### SAS Créer

Méthode de consolidation : mise en équivalence

Adresse	% de contrôle	% d'intérêt
40 boulevard Saly 59300 Valenciennes	30% en 2008 30% en 2007	30% en 2008 30% en 2007

### Les Filiales du Crédit Agricole de Belgique

Méthode de consolidation : intégration proportionnelle

Filiales	Adresse
Fédération des Caisses du Crédit Agricole de Belgique	Blvd S Dupuis 251 - Bruxelles
SC ECUPA	Blvd S Dupuis 251 - Bruxelles
CV LANBOKAS	Blvd S Dupuis 251 - Bruxelles
SC AGRICAISSE	Blvd S Dupuis 251 - Bruxelles
CV DIVILAN	Blvd S Dupuis 251 - Bruxelles
CV RENTALAN	Blvd S Dupuis 251 - Bruxelles
CV INTERLAN	Blvd S Dupuis 251 - Bruxelles
CV INVELAN	Blvd S Dupuis 251 - Bruxelles
SC DIVICAS	Blvd S Dupuis 251 - Bruxelles
SC RENTACAS	Blvd S Dupuis 251 - Bruxelles
SC AGRICAS	Blvd S Dupuis 251 - Bruxelles
SA Crédit Agricole Assurance	Blvd S Dupuis 251 - Bruxelles
KEYTRADE BANK	Blvd du Souverain 100 - Bruxelles
EUROPABANK	Burgstraat 170 - Gent
SA REAGRA	Av de la Gare 65 - Luxembourg

## Partie III : Déclaration des personnes responsables

Je soussigné, Alain DIEVAL, Directeur Général du Crédit Agricole Nord de France, déclare assumer la responsabilité du rapport financier semestriel, et atteste qu'à ma connaissance :

- les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Caisse régionale de Crédit agricole Nord de France, et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation,
- et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des informations mentionnées à l'article 222-6 du Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers.

A Lille,  
Le 27 août 2008

Le Directeur Général  
  
Alain DIEVAL

Partie IV : Rapport des contrôleurs légaux sur l'examen limité des  
comptes

**KPMG AUDIT**  
**7, BOULEVARD ALBERT EINSTEIN**  
**44311 NANTES CEDEX 3**  
**FRANCE**

**MAZARS & GUERARD**  
**61, RUE HENRI REGNAULT**  
**92400 COURBEVOIE**  
**FRANCE**

**CAISSE REGIONALE DE CREDIT**  
**AGRICOLE MUTUEL NORD DE FRANCE**

**Rapport des commissaires aux**  
**comptes sur l'information**  
**financière semestrielle 2008**

Comptes semestriels consolidés résumés  
Période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2008

Période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2008  
Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Nord de France  
10, avenue Foch - 59000 Lille  
Ce rapport contient 3 pages  
Référence : FN-083-23

**KPMG AUDIT**  
7, BOULEVARD ALBERT EINSTEIN  
44311 NANTES CEDEX 3  
FRANCE

**MAZARS & GUERARD**  
61, RUE HENRI REGNAULT  
92400 COURBEVOIE  
FRANCE

## **Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Nord de France**

Siège social : 10, avenue Foch - 59000 Lille  
Capital social : 173 591 979 €

## **Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2008**

Période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2008

Mesdames, Messieurs les Sociétaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale et en application des articles L. 232-7 du Code de commerce et L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Nord de France, relatifs à la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2008, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

### **1. Conclusion sur les comptes**

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en oeuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

**Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Nord de France**

*Rapport des commissaires aux comptes sur l'information  
financière semestrielle 2008*

*Le 26 août 2008*

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

**2. Vérification spécifique**

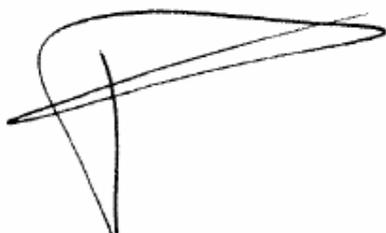
Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

*Fait à Nantes et Courbevoie, le 26 août 2008*

Les commissaires aux comptes,

KPMG AUDIT  
DEPARTEMENT DE KPMG S.A.



**FRANCK NOEL**  
*ASSOCIE*

MAZARS & GUERARD



**ANNE VEAUTE**  
*ASSOCIEE*